

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Critique de l'Héritage chez les Socialistes Français du XIX^e siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Ès-Sciences Politiques et Économiques)

présentée et soutenue le Mardi 24 Mai 1927, à 2 heures

PAR

Napoléon LANNES DE MONTEBELLO

JURY :

Président : M. GERMAIN-MARTIN, Professeur

Suffragants : MM. DESCHAMPS, Professeur

TRUCHY, Professeur

SOCIÉTÉ ANONYME

DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

LEON TENIN, Directeur de la Librairie

1927



La Critique de l'Héritage

chez les Socialistes Français du XIX^e siècle

La Critique de l'Héritage chez les Socialistes Français du XIX^e siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Ès-Sciences Politiques et Économiques)

présentée et soutenue le Mardi 24 Mai 1927, à 14 heures

PAR

LANNES DE MONTEBELLO

JURY :

Président : M. GERMAIN-MARTIN, Professeur
Suffragants : MM. DESCHAMPS, Professeur
TRUCHY, Professeur

SOCIÉTÉ ANONYME

DU

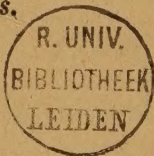
RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

LÉON TENIN, Directeur de la Librairie

1927

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme pro-
pres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

La question de la légitimité de l'héritage est très ancienne. Mais l'institution de l'héritage n'a jamais été, dans la réalité, aussi gravement menacée qu'à l'heure actuelle. Sa suppression apparaît au socialisme comme l'un des moyens de transférer la fortune des particuliers aux mains de la collectivité. Les difficultés financières, consécutives à la guerre, ont conduit à l'établissement de droits successoraux extrêmement élevés. Après quelques transmissions, les patrimoines subissent de telles amputations que le principe de l'hérédité, encore intact en droit, souffre en fait d'atteintes considérables. N'a-t-on pas été jusqu'à déposer un projet de loi tendant à instituer l'Etat héritier et à lui assurer la part d'un héritier réservataire? Bien qu'il ait été repoussé, ce projet n'en est pas moins significatif de la tendance qui règne dans une partie du Parlement et de l'opinion.

Aussi bien cette tendance se heurte-t-elle à un courant d'idées diamétralement opposées. Nombre d'esprits demeurent attachés à l'héritage dans le-

quel ils voient le fondement de la famille et de la Société. Non seulement ils rejettent comme sacrilège l'idée de l'Etat héritier, mais ils prétendent diminuer le taux spoliateur des droits successoraux et consolider, par des mesures appropriées, l'institution de l'hérédité.

L'exemple de l'Italie contemporaine mérite d'être médité. Le gouvernement de M. Mussolini n'a cessé de condamner les méthodes qui détruisent la richesse nationale et en retardent l'accumulation. Il a estimé que la présence de capitaux nombreux est l'une des conditions essentielles du développement économique du pays. Pour assurer la prospérité, il faut protéger l'épargne et en accélérer le rythme, favoriser la famille, qui est la cellule sociale, garantir la conservation du patrimoine familial. Aussi les droits de succession, qui allaient jusqu'à l'absorption à peu près totale des gros héritages, furent-ils supprimés, lorsque la transmission avait lieu dans la même famille. Le décret royal du 20 août 1923 abolit en effet, à partir du 9 juillet, l'impôt de succession dans tous les cas où les héritiers se trouvaient avec le défunt dans l'un des degrés suivants de parenté; parents en ligne directe, conjoints, frères et sœurs, oncles, tantes et neveux. Ces dispositions étaient applicables aussi aux étrangers; si bien que, lorsque décédait le titulaire d'un compte

existant dans un établissement de crédit en Italie, les héritiers pouvaient en disposer sans être frappés d'aucun impôt de succession dans les cas susénoncés de parenté. La politique de l'Italie s'oppose clairement à celle qui cherche dans un prélèvement toujours plus fort sur les successions des ressources financières nouvelles.

Les circonstances présentes donnent donc un regain d'actualité et d'intérêt à la vieille question de savoir si l'héritage est justifié ou non et s'il convient, en conséquence, de le conserver ou de l'abolir. Question qui touche à la fois à la morale, au droit, à l'économie politique, et qui laisse bien peu de personnes indifférentes!

Le problème de l'hérédité a tenu une assez large place dans l'œuvre des socialistes français du XIX^e siècle; ils l'ont profondément creusé; rechercher leur pensée, c'est contribuer utilement à l'étude du problème lui-même.

Mais deux raisons nous décident à limiter notre enquête aux socialistes de la première moitié du XIX^e siècle. La première est que les représentants les plus notoires du socialisme français de la fin du XIX^e siècle, Jaurès et Guesde, appartiennent presque plus au XX^e siècle qu'au XIX^e siècle. De plus, le socialisme français a subi, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, une évolution profonde. Il

s'est alors dépouillé de son originalité première et fortement teinté de marxisme, de telle sorte que la critique de l'héritage chez les socialistes français de cette époque se confond en bonne partie avec la critique de l'héritage chez les disciples de Karl Marx.

*

* *

Revivons quelques pages de notre histoire.

La période qui va de 1830 à 1848 vit le socialisme s'étendre, s'agrandir, embrasser un plus grand nombre de questions, et, en même temps, se préciser, se constituer définitivement comme doctrine. En effet, jusqu'à 1830, le socialisme, de quelque nom qu'il s'appelât, ne s'était guère préoccupé que de la terre à partager ou à mettre en commun. A partir de 1830, il s'avisa de la richesse industrielle et commerciale, autre sorte d'inégalité, et il chercha les moyens de la supprimer comme l'autre.

A la vérité, le cri de la souffrance était plus douloureux dans les grandes agglomérations industrielles que dans les campagnes. Le paysan non propriétaire ne souffrait pas extrêmement. Il y avait, sans doute, une aristocratie rustique et une plèbe rustique, mais il y avait entre celle-ci et celle-là moins de distance qu'entre l'aristocratie industrielle et la plèbe industrielle. Le paysan riche se

distinguait moins du paysan pauvre que le propriétaire de mines ne se distinguait du mineur.

Aussi bien faut-il se souvenir qu'aux alentours de 1830 la crise du machinisme avait eu ses premières et ses plus redoutables conséquences. On vit alors le prix de la main-d'œuvre baisser, les bras trop nombreux s'offrir pour une rémunération insuffisante, les femmes et les enfants travailler dans les manufactures, les machines supprimer souvent la nécessité de la force musculaire et permettre l'emploi de la faiblesse. D'où la grande pitié pour l'ouvrier des villes qui a été l'une des marques distinctives du socialisme de 1830 à 1848.

Ce fut le socialisme sentimental, ce qui ne l'empêcha pas d'observer et de raisonner sur ses observations tout autant qu'un autre. Mais sa pensée étant attirée vers l'organisation de la richesse industrielle et ses conséquences douloureuses, il a eu des accents nouveaux d'indignation; il a pris ainsi une couleur particulière, ce qui ne signifie pas qu'il ait été moins scientifique qu'il ne l'avait été jusqu'alors et qu'il ne le fut dans la suite.

D'autre part le socialisme, à partir de 1830, porta son observation également du côté du commerce. Il considéra (et c'était là en grande partie une nouveauté) que le commerce était une grande déperdition de forces qui auraient pu être produc-

tives, un véritable parasitisme social. Il s'inquiéta de ce qu'il appelait l'anarchie industrielle et commerciale. Le producteur industriel produit trop, craignant à un moment donné d'être à court; le commerçant, pour la même raison, accumule trop dans ses magasins. De là, pour les producteurs et les commerçants, les mauvaises affaires, les faillites et les banqueroutes; pour les ouvriers et les employés, les chômages et la misère aux heures de crise. Les socialistes de 1830-1848 réclamaient une constitution industrielle et commerciale de même que la France de 1788 avait réclamé une constitution politique.

Saint-Simon avait voulu en quelque sorte mettre le gouvernement de la Société aux mains des industriels et des commerçants. Les socialistes de 1830-1848 veulent supprimer le commerçant et transformer l'industriel de telle sorte qu'il perde l'autonomie et l'indépendance.

On voit combien le socialisme étendait son champ de vision. Il ne se bornait plus à la question agraire autour de laquelle il avait tourné depuis le milieu du XVIII^e siècle. Il embrassait, pour la transformer, la Société toute entière. Aux champs, à l'usine, à la maison de commerce, il poursuivait la propriété individuelle, ou, s'il n'allait pas toujours jusque là, il prétendait substituer partout la

réglementation rationnelle à la témérité aveugle, abolir la concurrence et faire cesser la lutte pour la remplacer par le travail ordonné et pacifique.

Le désaccord apparaissait entre les esprits des réformateurs lorsqu'il s'agissait de procéder à une réorganisation positive. Les uns préconisaient le partage égal, les autres la communauté, d'autres encore l'association libre en son origine, mais réglementée, d'autres enfin un système intermédiaire entre les types précédents.

Ainsi la première moitié du XIX^e siècle a été en France l'époque d'une floraison de systèmes sociaux telle qu'on n'en a point vue dans aucun autre pays. Les Allemands eux-mêmes ont reconnu que c'est au cours de cette première moitié du XIX^e siècle que la France avait donné au monde le socialisme. Les noms de Saint-Simon, de Fourier, de Proudhon, et d'autres, quoique moins illustres, tels qu'Enfantin, Pecqueur, Louis Blanc, ont été ceux de précurseurs comme on n'en trouve point ailleurs. Et cependant, cette période du socialisme français semblait ne devoir être qu'un feu de paille, car dans la seconde moitié de ce même siècle, elle se trouvait presque complètement oubliée.

Nombreuses sont les raisons qui ont amené ce discrédit des socialistes français du siècle précédent. Ce fut d'abord l'avènement du marxisme après 1871

et même un peu avant, à partir de 1867, l'avènement d'un système socialiste qui fut lié dans une certaine mesure à la victoire de l'Allemagne en 1870. Car la victoire a toujours été la meilleure des réclames non seulement pour le développement commercial et industriel, mais aussi, et quelque absurde que cela puisse paraître, pour la propagande des doctrines.

A cette raison il faut en ajouter une autre plus profonde : c'est le fait qu'étant donnée la prétention du socialisme nouveau à n'employer que la méthode scientifique, à se fonder uniquement sur l'histoire, l'évolution, la critique, il ne pouvait qu'afficher le plus profond mépris pour le socialisme français dit utopique, parce qu'il consistait en constructions *a priori* en tout cas idéologique, fraternisant, épris de justice, la larme à l'œil, le cœur sur la main.

Il y eut enfin cette raison que les socialistes français de cette époque furent considérés comme des bourgeois non pas seulement parce que leurs auteurs étaient des bourgeois (ceci n'eût été rien que de normal, car tous ceux qui ont enseigné le socialisme dans le monde ont été des bourgeois, y compris Lénine et Trotski), mais surtout parce que leurs systèmes eux-mêmes étaient faits pour les bourgeois non moins que pour les ouvriers. Ils n'admettaient pas de distinction de classes ni encore moins de luttes de classes, dans leurs visions de la Société future.

Mais, depuis quelques années, depuis la dernière guerre, il y a eu un changement de scène : le socialisme français qualifié utopique a reparu sur le premier plan. De même que le marxisme avait dû en partie son succès à la victoire de l'Allemagne, de même maintenant il supportait les conséquences de la défaite. Une seconde fois, en un demi-siècle, la destinée des doctrines se trouvait subir, dans une certaine mesure, le contre-coup des événements politiques. Mais d'autres raisons expliquent la réhabilitation actuelle du vieux socialisme français. En regardant d'un peu plus près ses écrits, ses doctrines, on s'est aperçu que sous une forme plus ou moins utopique ou mystique, il y avait un très grand nombre d'observations objectives, qui s'étaient trouvées confirmées par les événements, dont on pouvait faire son profit aujourd'hui, et que, malgré les dénégations de Karl Marx, le marxisme lui-même leur devait une bonne partie de ce qu'il avait enseigné. Le vieux socialisme français ne manque donc pas de titres à notre examen. Quelle a été sur l'héritage, la pensée socialiste de 1830 à 1848 ?

Ce serait une erreur lourde et naïve que de s'imaginer les socialistes réunis dans une touchante unanimité. Rien n'est plus naturel, au contraire, et, à la fois, plus intéressant, que la diversité de leurs opinions. Comme l'a dit, en effet, très justement

l'un d'eux, Victor Considérant (1) : « Si en principe
« et quand on ne le localise pas dans une école ou
« dans un système, le socialisme n'est pas une école
« déterminée, mais seulement une aspiration, il
« n'est pas davantage en fait une doctrine donnée,
« mais une collection d'idées et de doctrines très
« diverses, qui souvent s'opposent entre elles et se
« combattent très vivement ». Les socialistes ne
sont vraiment d'accord que sur un point, c'est que
l'état présent de la Société est mauvais et que par
conséquent il faut le changer. Mais leurs divergen-
ces s'accusent dès qu'il s'agit de l'emploi des moyens
à prendre pour y parvenir. Ainsi des médecins sont
d'un avis unanime pour déclarer qu'un individu est
malade, mais leur accord cesse pour le choix des
remèdes à donner. Or, la suppression de l'hérédité
n'est qu'un remède proposé parmi beaucoup d'au-
tres. Certains socialistes jugent qu'il est suffisant
pour guérir le mal dont souffre la Société; d'autres,
tout en l'adoptant, estiment qu'on doit lui adjoindre
d'autres moyens à qui ils accordent également leur
confiance, d'autres enfin le considèrent non seule-
ment inefficace, mais dangereux et nuisible et pré-
conisent des remèdes tout à fait autres. Ce partage
d'opinion nous dicte le plan de cette étude.

(1) Le socialisme devant le Vieux Monde ou le Vivant
devant les Morts, par Victor Considérant, page 28.

La première partie sera consacrée aux socialistes dont le système comporte l'abolition de l'héritage.

La deuxième partie sera réservée aux socialistes partisans du maintien de l'héritage.

Enfin une troisième partie aura pour objet les objections, inaperçues des socialistes, quels qu'ils soient, favorables ou non à l'héritage, qui peuvent être faites à la suppression de cette institution.

PREMIERE PARTIE

Les Socialistes partisans de la suppression de l'héritage.

La place la plus importante doit être faite, dans notre étude, aux Saint-Simoniens, non seulement parce qu'ils ont été les promoteurs du grand mouvement socialiste qui s'est produit en France au XIX^e siècle, mais encore, et, surtout, parce qu'ils ont été les premiers et les seuls à fonder un système socialiste principalement sur la suppression de l'héritage. Très respectueux de la propriété privée, mais très soucieux aussi de l'intérêt général, ils ont préconisé la transformation de la propriété dans le sens de l'utilité collective. Leur idée même de la propriété, très haute et très digne d'attention, conduit logiquement à l'abolition de l'héritage. A la même conclusion aboutit leur formule de répartition des richesses : à chacun suivant sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres.

La théorie de Cabet s'oppose à celle des Saint-Simoniens par son caractère à la fois simpliste et brutal. C'est le communisme qui implique la fin de toute appropriation individuelle et, par suite, de l'héritage.

Plus nuancée que celle de Cabet, la conception de Louis Blanc réside en ce que l'héritage n'aura plus de raison d'être dans la Société rêvée, où les individus vivront uniquement sur un capital collectif, au lieu de subsister, comme ils le font surtout aujourd'hui, sur un capital accumulé par la famille.

L'analyse va dessiner les contours précis de chacune de ces doctrines.

CHAPITRE PREMIER

Les Saint-Simoniens

Ce serait commettre une erreur que d'affirmer comme on l'a fait quelquefois, que Saint-Simon s'est attaqué à l'héritage et en a réclamé l'abolition. Il convient de distinguer entre l'œuvre du maître et celle de ses disciples.

Nous avons sur ce point d'éloquents témoignages. « Pour ne citer qu'un exemple de l'abus que nous avons fait du nom de Saint-Simon, déclare J. Le Chevalier, Saint-Simonien repent, abus que je condamne aujourd'hui de toute mon âme, songez à celui de nos principes politiques qui a excité le plus d'antipathie et qui souvent nous est opposé comme une limite infranchissable : l'abolition de l'héritage dans la famille du sang. Eh ! bien, ce point capital de la politique que nous avons enseigné au nom de Saint-Simon, ne se trouve exprimé dans aucun de ses écrits » (1).

(1) Exposition du système social. J. Le Chevalier, p. 23.

« Le Saint-Simonisme proprement dit, écrit
« Victor Considérant, l'un des principaux représen-
« tants du socialisme français du XIX^e siècle, fut
« une œuvre posthume des disciples, qu'il ne faut
« pas confondre avec celle du maître. Une bril-
« lante pléiade d'hommes, jeunes, ardents, pour la
« plupart pleins de talent et embrasés du saint
« amour de l'Humanité, s'unirent vers le dernier
« tiers de la Restauration, sous l'invocation du nom
« de Saint-Simon, et fondèrent une école » (1).

Ces témoignages sont confirmés par le fait.
Dans toute l'œuvre, considérable pourtant, de
Saint-Simon, on ne trouve aucun passage où
ce dernier condamne l'héritage d'une façon expresse
et formelle.

Mais est-ce à dire qu'il n'y ait pas de lien entre
la doctrine de Saint-Simon et celle de ses élèves?
Le prétendre serait une autre erreur. La vérité est
que que les Saint-Simoniens, qui avaient un vérita-
ble culte pour Saint-Simon, ont fait de son sys-
tème la base du leur. Et, parfois, ils ont donné un
développement considérable à des principes que
leur maître avait seulement posés dans ses ouvra-
ges ou émis dans des entretiens oraux. Il en a été
ainsi pour la question de l'héritage.

(1) Le socialisme devant le Vieux Monde ou le Vivant
devant les Morts. Victor Considérant, page 34.

Saint-Simon n'a pas demandé l'abolition de l'héritage dans la famille du sang. Mais il a enseigné que la propriété doit être constituée pour le plus grand bien de la Société tout entière, que l'utilité commune et générale de l'exercice du droit de la propriété peut varier selon les temps, que le système industriel est fondé sur le principe de l'égalité parfaite, qu'il y a lieu de condamner l'établissement de tout droit de naissance et de toute espèce de privilège. De telles affirmations ne contenaient-elles pas en germe la réprobation de l'héritage?

Faut-il dès lors s'étonner que les disciples concluent à l'abolition de l'héritage et à l'attribution à l'Etat de tous les héritages en vue de la distribution de leur valeur, sous telle ou telle forme, aux plus méritants et aux plus capables?

La substance de la doctrine des Saint-Simoniens est contenue dans deux ouvrages : *Le Producteur* et *l'Exposition de la Doctrine de Saint-Simon*. *Le Producteur* (journal philosophique de l'industrie, des sciences et des beaux-arts), était une revue fondée en 1825, après la mort de Saint-Simon, par ses continuateurs. *Le Producteur* ne vécut qu'un an. Mais la propagande Saint-Simonienne n'en continua pas moins par le moyen des Conférences dont le recueil constitue *l'Exposition de la doctrine de Saint-Simon*.

C'est du reste, dans cette œuvre, bien plus que dans *Le Producteur*, que les Saint-Simoniens exposent leur critique de l'héritage.

Cette critique est instituée sur deux terrains, où, successivement, nous devons nous transporter : celui de la justice, celui de l'utilité.

SECTION I

L'héritage et la justice

La conception Saint-Simonienne de la justice dans la répartition des richesses se trouve résumée en cette formule, qui revient comme un leit motif au cours de l'*Exposition de la Doctrine* : « A chacun suivant sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres ».

Faut-il s'attacher à marquer les différences qui séparent cette théorie de celles d'autres écoles socialistes ? Si chacun, dans l'organisation sociale de l'avenir, doit être classé selon ses capacités et rétribué suivant ses œuvres, le partage des richesses sera nécessairement inégal. Le Saint-Simonisme se différencie donc nettement de tout système communiste, où les parts attribuées à chaque individu seraient égales. Il se distingue aussi des conceptions dans lesquelles chacun serait rétribué suivant ses besoins, c'est-à-dire recevrait la même quantité, quelle que fût sa part dans la production. Les Saint-Simoniens auraient souscrit à l'opinion du grand industriel américain Ford, qui disait : « La démocratie dont je suis partisan, c'est celle qui donne à tous les mêmes chances de réussite selon la capacité de chacun ».

La justice exigerait donc, dans la pensée Saint-Simonienne, que le travailleur, qui produit, soit riche; que l'oisif, au contraire, qui consomme sans produire, soit puni de sa paresse par la pauvreté.

Or, ces principes élémentaires de justice sont violés dans l'organisation actuelle, où la répartition se fait sur une base absolument inique et arbitraire. En effet, la richesse ou la pauvreté de chacun proviennent le plus souvent, non du mérite ou de la capacité, mais du « hasard de la naissance ». Il en résulte que des êtres laborieux peuvent demeurer toute leur vie dans la pauvreté, et même dans la misère, tandis qu'il est possible à des oisifs de vivre pendant toute leur existence dans l'opulence. Cet état de chose souverainement injuste est le résultat de l'héritage, qui est presque le seul de tous les privilèges de la naissance, qui n'ait pas disparu (1). Autant il est juste de garantir à celui qui a travaillé la jouissance du produit de son travail, autant il est inique et abusif de lui permettre d'affranchir pendant un temps théoriquement illimité tous ses descendants de l'obligation de travailler, car cela aura pour conséquences de forcer les travailleurs à prélever une partie du produit de leur travail pour nourrir des oisifs. Et les Saint-Simoniens demandent si « les lois devraient permettre la

(1) Exposition de la doctrine de Saint-Simon, page 285.

« transmission de ce privilège magnifique, savoir :
« le droit de pouvoir vivre largement dans l'oisie-
« veté » (1), et s'il est juste « de promettre une suc-
« cession à un homme immoral, égoïste, incapable,
« oisif, par cela seul qu'il est le fils de tel autre
« homme » ? (2).

D'autre part, la justice voudrait que « nul ne
« fut frappé d'incapacité par sa naissance (3) »,
que tous ceux qui naissent en ce monde aient tous
également les mêmes droits. C'est, du reste, ce que
semble exprimer la Déclaration des droits de
l'Homme et du Citoyen, quand elle déclare que
« tous les hommes naissent et demeurent libres et
« égaux en droit ». Mais, disent les Saint-Simo-
niens, « les hommes sont-ils libres, quand ils man-
« quent de pain ? Sont-ils égaux en droit, lorsque
« l'un a le droit de vivre sans travailler et que l'au-
« tre, s'il ne travaille pas, n'a plus que le droit de
« mourir » (4). On ne peut parler d'égalité de droits,
quand « les avantages et les désavantages propres à
« chaque position sociale se transmettent hérédi-
« tairement » (5).

(1) Exposition de la doctrine de Saint-Simon, page 296.

(2) Ibidem, page 313.

(3) Ibidem, page 238.

(4) Ibidem, page 95.

(5) Ibidem, page 239.

Par conséquent, « l'hérédité de la propriété entre les mains d'une classe entraîne pour une autre classe l'hérédité de la misère » (1). On croit communément que l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu avec l'esclavage ou, tout au moins avec le servage. Mais c'est une erreur : « il suffit de jeter un coup d'œil sur ce qui se passe autour de nous pour reconnaître que l'ouvrier, sauf l'intensité, est exploité matériellement, intellectuellement et moralement comme l'était autrefois l'esclave » (2). « L'exploitation de l'homme par l'homme, sans être directe, existe encore » (3). C'est une conséquence de l'hérédité. C'est elle, en effet, qui est cause que « des hommes naissent avec le privilège de vivre aux dépens d'autrui, ce qui n'est autre chose que la prolongation de l'exploitation de l'homme par l'homme » (4). C'est l'héritage encore qui est cause que « l'ouvrier » qui « se présente comme le descendant direct de l'esclave et du serf » (5) « ne peut subsister qu'aux conditions qui lui sont imposées par une classe peu nombreuse, celle des hommes,

(1) Exposition de la doctrine de Saint-Simon, page 47.

(2) Ibidem, page 240.

(3) Ibidem, page 74.

(4) Ibidem, page 244.

(5) Ibidem, page 239.

« qu'une législation, fille du droit de la conquête, investit du monopole des richesses, c'est-à-dire de la faculté de disposer à son gré et même dans l'oisiveté des instruments de travail (1) ». Le fait qui domine l'exploitation de l'homme par son semblable, qui en est la raison la plus prochaine (2) c'est donc « la constitution de la propriété, la transmission de la richesse par l'héritage dans le sein des familles » (3).

« N'est-ce pas en effet l'héritage qui donne naissance à une classe d'hommes faite uniquement pour le plaisir? N'est-ce pas lui qui fait dévorer par quelques enfants privilégiés de la grande famille une richesse qui, mieux répartie, servirait à l'établissement de tous les autres » (4).

Tel est le réquisitoire prononcé, au nom de la justice, contre l'héritage, par les Saint-Simoniens.

Qu'on le remarque bien, ceux-ci ne nient pas que les inégalités physiques et intellectuelles existent parmi les hommes; ils ne contestent pas qu'à mesure que l'évolution sociale se prolonge, la division des fonctions accentue ces inégalités. Ils tiennent compte du fait de l'inégalité lorsqu'ils veulent

(1) Exposition de la doctrine de Saint-Simon, page 239.

(2) Ibidem, page 243.

(3) Ibidem, page 243.

(4) Ibidem, page 305.

que chacun soit traité suivant sa capacité et chaque capacité selon ses œuvres. Mais ils soutiennent que l'héritage ajoute aux inégalités naturelles et inévitables une inégalité artificielle et immorale, en dispensant une catégorie d'hommes, les fils des possédants, de l'obligation du travail, en perpétuant une classe de riches à côté d'une classe de pauvres, en permettant l'exploitation indéfinie de l'homme par l'homme.

Les Saint-Simoniens veulent que tous les hommes soient élevés pour et par le travail et puissent se reposer, leur tâche accomplie. On voit, dans les époques critiques, les enfants et les vieillards mourir à la peine pour qu'une masse considérable d'hommes forts, jeunes, intelligents, consomment toujours et beaucoup sans produire jamais quoi que ce soit. Tel est le scandale qui doit cesser. A ceux qui peuvent travailler, disent les Saint-Simoniens, « nous
« promettons dans l'avenir un noble exercice de
« leurs sentiments, de leur intelligence, de leur
« vigueur, pour les autres on ne les verra pas se
« corrompre, s'abrutir, s'éteindre dès leurs plus
« tendres années, ou gémir sous le poids d'une
« vieillesse misérable. Alors, il est vrai, des trou-
« pes brillantes de jeunes fainéants ne voltigeront
« plus sur nos promenades et dans nos salons, mais
« ceux qui vivent aujourd'hui des sueurs du vieil-

« lards, des larmes de l'orphelin feront du pain pour
« l'enfance et la vieillesse!» (1).

Les Saint-Simoniens ne veulent pas que la richesse et la pauvreté continuent à se transmettre héréditairement. Le fils du riche et le fils du pauvre seront égaux devant la loi du travail. Ils ne se distingueront plus que par leurs capacités, et celles-ci seront rétribuées en proportion des œuvres.

(1) Exposition de la doctrine, page 255.

SECTION II

L'héritage et l'utilité sociale.

La propriété, fonction sociale.

*Les conséquences économiques funestes de
l'héritage.*

Les Saint-Simoniens ne sont pas les premiers penseurs qui se soient livrés à une appréciation de la propriété et de l'héritage au point de vue de l'utilité.

Avant eux, Bentham s'était efforcé de ramener toutes les institutions au principe utilitaire. Or, le grand philosophe et légiste anglais s'était posé la question de savoir comment il convenait, après le décès d'un individu, que ses biens fussent distribués? D'après lui, le législateur devait être guidé par trois objectifs dans l'établissement de la loi successorale.

- 1° Pourvoir à la subsistance de la génération naissante;
- 2° Prévenir les peines d'attente trompée;
- 3° Tendre à l'égalisation des fortunes.

Par ces mots : pourvoir à la subsistance de la génération naissante, il semble que Bentham ou, tout au moins, ceux qui se réclament de son autorité, veuillent parler des enfants du défunt, à la

nourriture, à l'entretien, à l'éducation desquels il importe de veiller.

En second lieu, ces enfants attendent la succession de leur auteur; ils la font entrer en ligne de compte dans le plan de leur existence; s'ils en sont privés, ils sont déçus et malencontreusement punis. C'est cette peine d'attente trompée qu'il faut prévenir en instituant le droit de succession.

Enfin, Bentham, par cette expression : tendre à l'égalisation des fortunes, paraît avoir réclamé une égale répartition de la fortune entre les enfants du défunt. Il est vraisemblable que le légiste anglais, surtout préoccupé, ainsi que presque tous les hommes de son siècle, par le droit d'aînesse, y fait ici allusion.

Or, les Saint-Simoniens s'attaquent aux trois articles de l'exposé de Bentham. Ils s'étonnent d'abord qu'on puisse faire état, dans une controverse sur la légitimité de l'héritage, des peines d'attente trompée. En effet, disent-ils « si un homme attend
« une succession, c'est que la législation, sous l'em-
« pire de laquelle il vit, la lui promet; or, il s'agit
« de créer une législation et d'en fixer les bases » (1).

Quant aux deux autres articles, les Saint-Simoniens en montrent l'imprécision. Ne s'arrêtant pas à l'interprétation que nous en avons fournie il y a

(1) Exposition de la doctrine, page 313.

un instant, ils font ressortir que pas un mot, dans l'énoncé de Bentham, n'indique que ce soient des enfants, des parents à quelque degré que ce soit, qui doivent hériter. « Pourvoir à la subsistance de la « génération naissante, tendre à l'égalisation des « fortunes, cela veut-il dire que tel ou tel million- « naire doive laisser toute sa fortune ou la plus « grande partie à son fils unique, et que les nom- « breux enfants du pauvre doivent entrer dans le « monde, plus misérables encore que leur père ne « l'était quand il l'a quitté » (1). D'autre part, « si « dans les successions le législateur doit avoir en « vue l'égalisation des fortunes, pourquoi faire pas- « ser tous les biens aux parents du riche et n'en « pas répartir la plus grande partie aux enfants « des pauvres ? » (2).

Et les Saint-Simoniens concluent en reprochant à Bentham de manquer de logique. Ils s'étonnent que « ce grand partisan du principe de l'utilité » (3) ne se soit pas aperçu que « pour être propriétaire, « il n'est pas indispensable que l'on soit capable de « faire quelque chose » (4). S'il s'en était rendu compte « alors sans doute il aurait bravé l'erreur « générale et, déchirant cette page du catalogue ba- « nal des choses utiles, il aurait déclaré vicieux nos

(1) Exposition de la doctrine, page 313.

(2), (3), (4) Ibidem, page 314.

« préjugés sur l'héritage car un homme que l'on
« nourrit dans l'abondance, quoiqu'il ne sache rien
« faire, doit être aux yeux d'un utiliste (1) une nuisible
« superfluité » (2).

Ayant ainsi ruiné les arguments qu'on pourrait trouver dans l'œuvre de Bentham en faveur de l'héritage et fait en quelque sorte table rase pour leur propre argumentation, les Saint-Simoniens procèdent à l'application de leur notion particulière de l'utilité dans le domaine de la propriété et de l'héritage.

La thèse de l'abolition de l'héritage, en effet, se lie, dans le système des auteurs que nous considérons, à leur conception de la propriété. Les Saint-Simoniens envisagent celle-ci comme une fonction sociale (3). Elle doit être sociale dans sa source et dans sa destination. La richesse n'est pas chose personnelle, individuelle; l'individu qui s'enorgueillit d'un capital quelconque, oublie que ce capital est un fait collectif, auquel il a bien peu contribué, en comparaison de ce qu'ont fait pour le former les

(1), (2) Exposition de la doctrine, page 314.

(3) Exposition de la doctrine, page 296; « Si aucune fonction sociale n'était nécessairement attachée à la « propriété » et, page 394 : « Dès que la propriété « de la terre ne fut plus qu'un brevet d'oisiveté facultative, et non celui d'une fonction sociale obligatoire ».

prédécesseurs et les contemporains. Ce qu'il faut voir surtout dans la propriété, c'est une entité, sorte de puissance supérieure à l'homme et qui le domine. Par son existence même, cette puissance supérieure démontre à l'homme qu'il n'est pas le véritable créateur du produit de son travail, qui revient soit à l'un, soit à l'autre, mais qui ne lui appartient pas.

Il n'est pas sans intérêt de situer la conception Saint-Simonienne dans l'histoire des idées juridiques. Leur notion même du droit commande leur notion de la propriété. Pour eux le droit n'est pas un pouvoir, une force dont nous disposons et qui se traduit par les facultés ou avantages auxquels nous pouvons prétendre. En réalité, il n'y a pour l'homme que des rapports ou des relations entre lui, les choses et les autres hommes; relations qui varient suivant les situations et les époques, et qui ont d'autant plus de consistance et d'intensité qu'elles dépendent de conditions plus fondamentales de notre nature. Ces relations spontanées, considérées sous un certain point de vue, constituent pour chaque individu ce qu'on peut appeler des fonctions. La fonction n'est, en effet, que l'indication d'une succession de rapports qui, nécessaires dans leur base fondamentale, comportent une partie volontaire qui en représente les éléments modificateurs.

Dans la Société, envisagée de cette manière nettement opposée à l'individualisme, il n'y a vraiment pas place pour le droit strictement entendu; il y a place seulement pour le devoir, ordre intérieur nous imposant certains actes. Chacun a des devoirs envers tous, mais personne n'a aucun droit proprement dit.

Si telle est l'idée juridique la plus générale qui se dégage des ouvrages des Saint-Simoniens, il est aisé de comprendre la conception que ceux-ci se forment du droit de propriété. Pour mieux la pénétrer, il ne sera pas inutile de rappeler l'évolution même de ce droit. Les lignes principales en sont bien connues.

La propriété du droit romain était un droit absolu. Elle comportait le maximum d'avantages pour le propriétaire ayant non seulement la faculté d'user de la chose et d'en retirer les fruits, mais encore celle d'en disposer (*jus utendi, jus fruendi, jus abutendi*).

Au moyen-âge l'idée de la propriété s'est grandement transformée. La propriété féodale comprend un domaine utile, qui appartient à celui qui exerce directement la fonction de propriétaire. Il y a au-dessus le domaine éminent, exercé par le seigneur soit ecclésiastique, soit laïque, conservant un droit sur la propriété qu'il ne dirige ni n'exploite. C'est

une limitation du droit du propriétaire, c'est la suppression de ses tendances absolutistes, c'est en somme la disparition du *jus abutendi* des jurisconsultes romains. L'idée que la Société a sur tout propriétaire un droit de créance imprescriptible, si extraordinaire qu'elle paraisse à nos cerveaux d'aujourd'hui pétris d'hérités latines, était familière aux consciences médiévales; les communautés féodales en réalisaient la teneur, dans les formes propres au moment et aux pays où ces communautés apparurent; elle a duré autant que la féodalité elle-même, et cédé, comme elle, aux efforts prolongés des légistes, serviteurs théoriques et soutiens patentés de tous les absolutismes.

Lorsque les Saint-Simoniens soutiennent que la propriété est une fonction sociale, ne prétendent-ils pas que le domaine éminent, appartenant jadis au seigneur, appartiendra désormais à la Société? Le domaine utile restera à l'homme, qui conservera le produit de son travail et ses fruits; mais il se souviendra que, par dessus ses droits, pour le dominer et soustraire à la destruction la chose qu'il possède, la Société jouit de ce domaine éminent destiné, dans l'intérêt de tous, à faire cesser les excès et à empêcher la dissipation du capital social.

S'attaquant à la propriété, romaine et absolutiste, les Saint-Simoniens ont voulu que la propriété

soit dominée par cette réalité supérieure : la Société. Le droit de propriété existe, non dans l'intérêt des propriétaires, mais dans l'intérêt de la Société. L'appropriation individuelle des biens n'est qu'un mode plus efficace de les faire valoir; elle n'a pas un caractère absolu; si elle est maintenue, c'est parce que l'expérience a démontré qu'elle est la forme la plus propre à favoriser la production et, par suite, à enrichir la collectivité. Dans toute propriété il y a une fonction sociale, dans tout propriétaire un fonctionnaire, de même que dans un juge ou un officier.

« Un industriel ne possède pas autrement un
« atelier, des ouvriers, des instruments, qu'un colo-
« nel ne possède aujourd'hui une caserne, des sol-
« dats, des armes (1) ». Le revenu que le proprié-
taire tire de sa propriété, « c'est la rémunération
« du service qu'il rend à la Société en distribuant
« des instruments de travail, de manière à les ren-
« dre aussi productifs que possible » (2). Pour-
quoi donc l'exercice de cette fonction et le revenu
qui s'y trouve attaché sont-ils héréditaires? C'est
par une survivance de la civilisation féodale et
militaire, où toutes les fonctions étaient héréditaires
et où le revenu même de la propriété foncière ser-

(1) Exposition de la doctrine, p. 275.

(2) Ibidem, page 49.

vait à rémunérer un certain nombre de services gouvernementaux, rendus par les seigneurs féodaux. Mais pourquoi, à une époque où toutes les autres fonctions sociales ont cessé d'être héréditaires, la fonction qui consiste à faire entre les travailleurs, selon leur capacité, la distribution des instruments de travail, devrait-elle rester seule héréditaire » (1).

Les Saint-Simoniens insistent sur le caractère, à leurs yeux anachronique et funeste, de l'hérédité de la fonction du propriétaire. Dans la magistrature, l'administration ou l'armée, les fonctions les plus élevées ne sont dévolues qu'à ceux qui en sont estimés les plus dignes. Il ne vient pas à l'idée, par exemple, que le fils d'un colonel doive succéder automatiquement à son père dans ses fonctions, après le décès de ce dernier. Pourquoi donc le fils d'un industriel serait-il, à la mort de son père, placé à la tête de ses affaires ? La direction d'une grosse entreprise demande pourtant dans son genre autant de capacités et de connaissances que le commandement d'un régiment, et la bonne marche de l'industrie d'un pays est une chose au moins aussi importante qu'une bonne organisation de ses forces militaires.

Comme toute autre fonction, la propriété doit être personnelle et réglementée. Qu'on le remarque

(1) Exposition de la doctrine, p. 49.

donc bien, il ne s'agit pas de supprimer la propriété ni même de la démembrer gravement; ce qu'il faut, c'est organiser cette fonction en vue des intérêts de tous, c'est-à-dire de la production. Si cette réglementation exige l'abolition de l'héritage, il incombe au pouvoir social d'y procéder.

Suivons le développement de ces idées dans la doctrine Saint-Simonienne.

Repoussant d'abord toute parenté avec les communistes, les Saint-Simoniens se défendent de vouloir porter atteinte à la propriété. Ils considèrent, au contraire, que « la propriété est la base de l'ordre politique » (1) et « la base matérielle de l'ordre social » (2), mais ils se séparent de l'opinion courante, en ce qu'ils estiment que « la propriété est « un fait social soumis comme tous les autres faits « sociaux à la loi du progrès » (3) et que, par conséquent « elle peut à diverses époques être entendue, définie, réglée de diverses manières » (4). Par suite on peut modifier le régime de la propriété sans pour cela la détruire. Cette conception s'oppose au préjugé général selon lequel « il semble « que, quelles que soient les révolutions qui puissent survenir dans les Sociétés, il ne peut s'en opé-

(1) Exposition, page 244.

(2) Ibidem, page 287.

(3), (4) Ibidem, page 244.

« rer dans la propriété, que la propriété enfin est
« un fait invariable » (1). Mais les Saint-Simoniens
vont justement s'efforcer de démontrer que cette
conception, qui présente la propriété comme un fait
invariable est erronée et méconnaît des faits histori-
ques. Car « en étudiant l'histoire on reconnaît que la
« législation n'a cessé d'intervenir, soit pour déter-
« miner la nature des objets qui pouvaient être
« appropriés, soit pour en régler l'usage et la trans-
« mission » (2). C'est ainsi que « dans l'origine le
« droit de propriété embrasse et les choses et les
« hommes » (3). Plus tard, le législateur fixe des
limites au privilège d'user et d'abuser que l'homme
propriétaire avait sur l'esclave, c'est-à-dire sur
l'homme propriété... Ces limites se ressèrent de plus
en plus jusqu'à ce qu'enfin le moraliste et le légis-
lateur s'accordent pour poser en principe que l'hom-
me ne peut plus être la propriété de son semblable...

Le législateur est également intervenu pour
régler de quelle manière la propriété pouvait être
transmise, et par exemple, dans la série de civili-
sation à laquelle nous appartenons directement, on
peut observer en l'espace de quinze siècles environ,
quant au mode de transmission, trois états de pro-
priété qui ont été sanctionnés par la législation et

(1) Exposition, page 244.

(2), (3) Ibidem, page 246.

les mœurs. D'abord, le propriétaire a eu la faculté de disposer comme il l'entendait de ses biens... Il pouvait en deshériter sa famille ou en faire, entre les membres de celle-ci, une répartition arbitraire. On lui a dit : « C'est la loi, désormais, qui désignera « votre héritier, vos biens ne pourront être transmis « qu'à des enfants mâles et parmi eux à l'aîné seul ». Plus tard, le législateur, a changé de nouveau le règlement de l'hérédité en partageant également entre tous les enfants la fortune de leur père (1). Par conséquent « le droit de propriété, considéré « généralement comme étant à l'abri de toute révolution morale ou légale, n'a cessé de subir l'intervention et du moraliste et du législateur, soit « quant à la nature des objets possédés, soit quant « à leur usage ou à leur transmission » (2). Ce droit, loin d'être comme on le présente, un droit absolu, invariable, est, au contraire, essentiellement variable et a déjà subi diverses révolutions. Il s'agit simplement aujourd'hui de lui faire subir une dernière transformation.

La thèse des Saint-Simoniens c'est donc de supprimer « cet héritage de nos pères, entouré de « respect, cette arche sainte qu'un téméraire ne « saurait toucher, sans encourir l'excommunication

(1) Exposition de la doctrine, page 246.

(2) Ibidem, pag 248.

« du clergé même de la liberté » (1). Une telle mesure ne serait nullement la disparition de la propriété, elle en serait seulement la transformation.

Reste à démontrer que le progrès réclame cette transformation. L'intérêt collectif, l'organisation rationnelle de la production demandent-ils donc l'abolition de l'héritage ? Il suffit, pour répondre à cette question, de mesurer les résultats économiques néfastes de l'institution économique de l'héritage.

Les terres, ateliers, capitaux, etc., ne peuvent être employés avec le plus grand avantage possible à la production qu'à une condition, c'est d'être confiés aux mains les plus habiles à en tirer parti, en d'autres termes aux capacités industrielles. Or, aujourd'hui la capacité toute seule est un faible titre au crédit. Pour acquérir, il faut posséder déjà. Le hasard de la naissance distribue en aveugle les instruments de travail, quels qu'ils soient (2) et le hasard de la naissance est uniquement le résultat de l'hérédité.

Les conséquences d'un tel état de choses sont les suivantes : « Chaque individu est livré à ses con-
« naissances personnelles, aucune vue d'ensemble
« ne préside à la production; elle a lieu sans discer-

(1) Exposition de la doctrine, p. 285.

(2) Ibidem, page 142.

« nement, sans prévoyance, elle manque sur un
« point, sur un autre elle est excessive. C'est à ce dé-
« faut d'une vue générale des besoins de la consom-
« mation, des ressources de la production, qu'il faut
« attribuer ces crises industrielles, sur l'origine des-
« quelles tant d'erreurs ont été admises et le sont
« encore journellement. Si, dans cette branche im-
« portante de l'activité sociale, on voit se manifes-
« ter tant de perturbations, tant de désordres, c'est
« que la répartition des instruments de travail est
« faite par des individus isolés, ignorant à la fois
« et les besoins de l'industrie et les hommes et
« les moyens capables d'y satisfaire » (1). Il n'est,
du reste, nullement étonnant que ces distributeurs
des instruments du travail apportent peu de lu-
mière dans l'exercice de leur fonction et il serait
injuste de leur en faire un reproche car, si l'on ré-
fléchit que cette distribution, pour qu'elle fut bien
faite, exigerait une connaissance profonde des rap-
ports qui existent entre la production et la consom-
mation, une longue habitude du mécanisme qui fait
mouvoir les rouages de l'Industrie, on reconnaîtra
l'impossibilité que ces conditions soient jamais
remplies par des hommes qui reçoivent leur mis-
sion du hasard de la naissance et qui restent étran-

(1) Exposition de la doctrine de Saint-Simon, p. 258,

gers aux travaux dont ils fournissent les instruments (1). Pour que le travail industriel parvienne au degré de perfection, auquel il peut prétendre, il faudrait que les instruments de travail soient répartis en raison des capacités individuelles, afin d'être mis en œuvre par les mains les plus capables. Au contraire, nous voyons que « le choix des directeurs, « des chefs de l'Industrie est abandonné au hasard « de la naissance » (2). C'est en somme toujours le même principe, appliqué à un objet différent : Si la justice veut que chacun soit rétribué suivant sa capacité, la bonne marche de l'Industrie veut que les instruments de production soient confiés aux mains des plus capables. Or, par le fait de l'hérédité, ces instruments de production sont distribués au pur hasard, aussi bien à des incapables qu'à ceux qui peuvent en faire un utile usage.

En définitive, la liaison logique des idées est très apparente dans le système Saint-Simonien.

La propriété ne trouve de raison d'être que dans son utilité sociale et cette utilité mesure l'étendue des droits qui doivent être reconnus aux propriétaires. Comme toute autre fonction, la propriété est personnelle et exige une réglementation en vue de l'intérêt général. Si donc il est démontré que

(1) Exposition de la doctrine, page 258.

(2) Ibidem, page 260.

l'héritage, c'est-à-dire la transmission de mort à vivant, de la fonction de propriétaire, est nuisible à la Société, il convient de la supprimer. Or, les Saint-Simoniens entreprennent de prouver que cette abolition est une condition indispensable de l'organisation rationnelle de la production et que la production se trouve, à cause de l'hérédité, dans un état voisin de l'anarchie.

CHAPITRE II

CABET

Adversaire résolu du droit de propriété, partisan de l'égalité absolue et réelle, Cabet devait logiquement condamner l'héritage. Sa doctrine est fondamentalement différente de celle des Saint-Simoniens.

La propriété est la base du Saint-Simonisme qui veut l'attribuer au plus capable et au plus méritant. La suppression de l'héritage apparaît, dans ce système, comme une transformation et une amélioration de la propriété, envisagée sous l'aspect d'une fonction sociale. Cabet, au contraire, est communiste. A ses yeux la propriété privée doit disparaître. L'Icarie, pays imaginaire qui réalise son rêve dans le domaine des abstractions, est soumise au régime de la communauté des biens. Lorsque Cabet, pour mettre ses théories en pratique, alla fonder en Amérique une colonie, celle-ci vécut sous l'empire d'un communisme poussé à l'extrême.

La propriété, vice fondamental de la Société actuelle, est entièrement exclue de la Société telle que la conçoit notre réformateur. Rien, pour lui, n'est aussi absurde et mauvais que l'idée romaine d'user et d'abuser des biens créés par la nature.

L'article 6 du contrat social, ou acte de Société de la communauté icarienne, déclare expressément, que « chaque associé renonce à toute propriété personnelle et individuelle » (1).

L'article 56 de la constitution icarienne dispose que « dans la communauté icarienne, la propriété « n'est pas individuelle, mais sociale, commune, « indivise » (2).

L'article 57 ajoute : « Chaque associé est copropriétaire du tout, mais rien n'est la propriété individuelle ou personnelle ou exclusive de personne. La communauté seule est propriétaire » (3).

L'article 59 est la conclusion logique des textes précédents lorsqu'il déclare que la « communauté supprime le droit de succession et d'héritage, en fournissant à tous les enfants et à tous les « citoyens, tout ce qui leur est nécessaire » (4).

Il est évident que le seul fait de la mise en commun des biens ou de la suppression de la propriété

(1) Colonie icarienne, p. 45.

(2), (3) Ibidem, p. 56.

(4) Ibidem, page 75.

individuelle entraîne nécessairement la disparition des successions et de toute opération de partage.

Un système communiste exclut, par définition même, l'héritage. On peut même se demander s'il est possible que la question de l'héritage se pose dans un pareil système. Si je n'ai rien, si je ne dispose primitivement d'aucune chose, comment pourrais-je, à ma mort, laisser quoi que ce fût à quelqu'un ? En réalité le problème lui-même s'efface. Le droit de transmettre de mort à vivant est la conséquence du droit de propriété ; on peut concevoir une propriété rétrécie qui ne comporterait pas la transmission successorale, mais on ne saurait imaginer celle-ci sans celle-là.

Il est une autre raison pour laquelle le communisme de Cabet se trouve incompatible avec l'héritage. Ce dernier est une source d'inégalités. Si, en effet, l'on considère un groupe d'individus ayant une situation égale et si l'un de ces individus vient à recevoir la succession d'un parent ou d'un ami, l'égalité sera aussitôt rompue à son profit. Or, Cabet veut une égalité réelle et absolue. Aucun doute ne subsiste sur sa pensée lorsqu'on lit le voyage en Icarie. « Les Icariens forment ensemble une Société fondée sur la base de l'égalité la plus parfaite ». « Nous formons donc un peuple ou une « nation de frères et toutes nos lois doivent avoir

« pour but d'établir entre nous l'égalité la plus absolue, dans tous les cas où cette égalité n'est pas matériellement impossible ».

Cabet a un tel souci d'égalité qu'il n'admet pas que des individus puissent être mieux vêtus que d'autres. Comment accepterait-il donc l'héritage ? Dans la colonie icarienne, tous les trousseaux doivent, autant que possible, être les mêmes et réglés par la communauté. Le droit de succession ferait échec à ce précepte, puisque les uns acquerraient de riches et nombreux vêtements, du linge précieux en abondance, alors que les autres auraient seulement quelques misérables hardes.

On voit combien les idées de Cabet s'éloignent de celles des Saint-Simoniens. Ceux-ci suppriment l'héritage, non parce qu'il est une cause d'inégalité, mais parce qu'il est une cause arbitraire et injuste d'inégalité, une différenciation des hommes par le hasard de la naissance, alors que seules les capacités et les œuvres de chacun doivent présider à la distribution des richesses. Pour Cabet, c'est l'inégalité en soi qui est odieuse et doit disparaître. Des prémisses profondément différentes aboutissent à la même solution pratique.

Malgré la divergence fondamentale des doctrines, on rencontre d'ailleurs certaines similitudes de détail entre l'œuvre Saint-Simonienne et celle

de Cabet. Ainsi ce dernier, faisant allusion au sacrilège *Votum mortis*, qu'éveille malheureusement trop souvent chez l'héritier présomptif, le désir d'hériter, s'écrie : « Que d'empoisonnements et de parricides « n'excitait pas la soif de l'or et des succès « sions » (1). Une affirmation aussi violente n'avait pas été osée par les disciples de Saint-Simon. Ceux-ci s'étaient seulement étonnés « qu'il ne fût pas « permis à un père de dépouiller ses enfants des « légitimes espérances qu'ils ont fondées sur sa « mort » (2). Cabet ne s'exprime-t-il pas encore à la manière Saint-Simonienne lorsqu'il demande si « l'origine la plus innocente de l'opulence de l'aristocratie d'aujourd'hui n'est pas le hasard de la « naissance et la transmission héréditaire des anciens héritages, souillés de sang et de crime » (3).

Pour montrer les vices de l'organisation actuelle, Cabet donne l'exemple d'une succession inattendue qui avait subitement fait passer l'un de ses voisins, le plus paresseux et le plus méchant, de la plus profonde misère à l'opulence, tandis qu'en même temps la foudre réduisait à la misère le plus riche, le plus laborieux et le plus charitable des autres voisins (4). Singulier régime social, conclut l'au-

(1) Voyage en Icarie, page 376.

(2) Exposition de la doctrine de Saint-Simon.

(3) Voyage en Icarie, page 397.

(4) Ibidem, page 391.

teur, que celui où la fortune, l'indigence, dépend du caprice, du hasard.

Cabet se rencontre ici avec les Saint-Simoniens dans la critique du hasard successoral. Mais il va plus loin et il s'attaque à toutes les formes du hasard, accidents, maladies, sinistres, etc. qui font que des efforts également méritoires sont inégalement récompensés ou même que les uns se trouvent largement couronnés de succès, alors que les autres ont été dépensés en pure perte.

Aussi Cabet considère-t-il que le problème social n'est pas résolu entièrement par la suppression de l'héritage, qui ne fait disparaître que l'une des manifestations du hasard; il veut les effacer toutes et il pense à cet égard que la meilleure formule de répartition est « à chacun selon ses besoins ».

CHAPITRE III

Louis BLANC

Le système de Louis Blanc part du principe que l'individu est totalement subordonné à la collectivité, que d'elle seule il tient son droit et sa vie; que le citoyen appartient à l'Etat comme l'enfant à sa famille; qu'il est en sa puissance et qu'il lui doit soumission en toutes choses. En vertu de cette idée fondamentale de la souveraineté collective et de la subordination individuelle, Blanc tend, en théorie et en pratique, à ramener tout à l'Etat : propriété, travail, industrie, commerce, instruction publique, afin que le tout soit ensuite distribué, au nom de l'Etat, à chaque citoyen, selon ses aptitudes et ses besoins.

Comment, dans une telle construction, où toute individualité est supprimée au profit d'une grande existence générale, y aurait-il place pour la transmission héréditaire d'un individu à un autre individu?

Louis Blanc est nettement partisan de la suppression de l'héritage.

« L'abus des successions collatérales, dit-il (1), est universellement reconnu. Ces successions seraient abolies et les valeurs dont elles se trouveraient composées seraient déclarées propriétés communales ».

« Il est certain, écrit-il plus loin (2), qu'en poussant la Société à vivre sur un capital collectif, nous fondons un état de choses où l'abolition de l'hérédité devient, sinon nécessaire, au moins possible ».

Dans le procès qu'il fait à la Société et à l'héritage, Louis Blanc se sépare essentiellement des Saint-Simoniens en ce qu'il n'admet pas que le problème de la répartition puisse être résolu par la formule : à chacun suivant sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres. Louis Blanc n'assigne que transitoirement, et avec des restrictions importantes, l'inégalité des aptitudes comme base à la différence des rétributions. Le principe même de la morale Saint-Simonienne n'est, dans le projet du socialiste que nous étudions, qu'une concession nécessaire à des idées regardées comme fausses en elles-mêmes et sur lesquelles l'éducation doit faire prévaloir les notions d'une morale supérieure.

(1) Organisation du travail, page 89.

(2) Ibidem, p. 154.

Il n'en est pas moins vrai que des rapprochements peuvent être établis, dans le domaine de l'héritage, entre Louis Blanc et les Saint-Simoniens. La condamnation est portée au nom de la morale et au nom de la justice.

Au nom de la morale ! Les disciples de Saint-Simon s'indignaient qu'un père pût transmettre sa fortune à ses enfants idiots ou immoraux, mais qu'il ne lui fût pas permis de les dépouiller des légitimes espérances fondées sur sa mort. Et Cabet parlait des empoisonnements et des parricides excités par la soif de l'or et des successions. « Eh ! quoi, « s'écrie aussi Louis Blanc (1), il serait conforme « aux lois de la nature qu'un fils pût être amené « à compter avec impatience les jours de l'homme « qui lui a donné la vie » ! Une institution doit être rayée, lorsqu'elle peut faire naître dans le cœur des hommes des sentiments aussi odieux et contraires à la sainte nature.

Au nom de la Justice ! « Ce que le principe de « l'hérédité donne à l'un, dit L. Blanc (2), ne l'en- « lève-t-il pas à l'autre ? N'accorde-t-il pas à celui- « ci le droit de paresse ? »

C'est un écho des Saint-Simoniens s'indignant que les lois permettent la transmission héréditaire

(1) Organisation du travail, page 155.

(2) Ibidem, p. 156.

de ce privilège magnifique : le droit de pouvoir vivre largement dans l'oisiveté. De même lorsqu'il reproche à l'héritage « d'arracher d'avance à celui-là les instruments indispensables à son intelligence, à son activité » (1), Louis Blanc se rapproche des Saint-Simoniens aux yeux de qui l'héritage avait le tort de continuer l'exploitation de l'homme par l'homme, en privant la plus grande partie des individus des instruments de travail, lesquels étaient la propriété d'un petit nombre qui l'avait reçu de l'héritage, c'est-à-dire du hasard de la naissance.

Louis Blanc prévoit une objection qu'il formule ainsi : « La solidarité que votre système établit entre tous les membres de la Société, ne menace-t-elle pas la famille en conduisant à l'abolition de l'héritage ? » (2). En d'autres termes, supprimer l'héritage, n'est-ce-pas aussi supprimer la famille ?

Louis Blanc observe qu'il concevrait une semblable objection si l'existence de la famille était indissolublement liée au principe de l'hérédité, mais il s'efforce de démontrer l'inexistence de cette connexité. Sans doute, dans l'ordre social actuel, l'hérédité est inséparable de la famille. Mais la raison en est précisément dans les vices de cet ordre social. « Car, dit le réformateur (3), qu'un jeune homme

(1) Organisation du travail, page 156.

(2) Ibidem, page 153.

(3) Ibidem, page 154.

« sorte de sa famille pour entrer dans le monde,
« s'il s'y présente sans fortune et sans autre recom-
« mandation que son mérite, mille dangers l'atten-
« dent. Le père de famille qui ne chercherait pas
« à amasser un capital pour ses enfants dans une
« Société telle que la nôtre, jouerait évidemment
« leur avenir à la loterie. »

Dans la Société présente l'hérédité est donc une condition nécessaire de la famille. Mais supposons un régime nouveau dans lequel tout individu qui se présente à la Société pour la servir, soit certain d'y trouver le libre emploi de ses facultés et le moyen de participer à l'usage du capital collectif. Alors la situation est profondément différente. La prévoyance sociale remplace la prévoyance paternelle.

Si l'on considère la famille et l'hérédité comme indissolubles, et si l'on est en même temps persuadé de la malfaisance de l'héritage, on est conduit à détruire à la fois la famille et l'hérédité. Mais Louis Blanc pense que ce programme est une erreur logique et que sa réalisation est partiellement impossible.

En effet la famille, fait naturel, est indestructible. L'hérédité, simple convention sociale, peut disparaître sous l'impulsion du progrès.

« La famille vient de Dieu, l'hérédité vient des
« hommes.

« La famille est comme Dieu, sainte et immortelle. »

« L'hérédité est destinée à suivre les mêmes sentes que les Sociétés qui se transforment et que les hommes qui meurent » (1).

Louis Blanc envisage sous un autre aspect les rapports de la famille et de l'hérédité. « Le pauvre, dit-il (2), qui aujourd'hui n'a rien à laisser à ses enfants, le pauvre a-t-il une famille ? Répondez : s'il en a une, la famille, même dans l'impur milieu où nous sommes, peut donc jusqu'à un certain point exister sans l'hérédité. S'il n'en a pas, justifiez vos institutions et hâtez-vous, la famille ne saurait être un privilège ».

La considération de la famille n'est donc pas une objection sérieuse à l'abolition de l'héritage. Cette dernière se justifie dans un état social où l'individu doit vivre, non sur un capital accumulé par la famille, mais sur un capital collectif.

Toutefois Louis Blanc modère son appétit de réformation. La suppression de l'héritage n'est qu'une partie d'une vaste transformation sociale projetée. « Jusqu'à ce que la Société actuelle soit transformée, dit-il (3), le principe de l'hérédité

(1) Organisation du travail, page 155.

(2) Ibidem, page 156.

(3) Ibidem, page 157.

« dans les familles ne saurait être trop vivement
« soutenu. Sa suppression, si elle précédait la ré-
« forme de l'ordre social tout entier, donnerait
« naissance à de grands désordres et serait un grand
« malheur. » L'auteur a le sens des transitions.
Sa conclusion est en pleine harmonie avec ses pré-
misses. La suppression de l'héritage ne devient pos-
sible, et désirable, que le jour où le capital collectif
sera substitué au capital familial pour la subsis-
tance des individus.

DEUXIEME PARTIE

Les Socialistes partisans de l'héritage

La thèse socialiste du maintien de l'héritage s'appuie chez Fourier, V. Considérant et Proudhon, sur quatre considérations dominantes.

Abolir l'héritage n'est pas une solution du problème social. Celui-ci doit être résolu, non par un bouleversement de la répartition, mais bien par une augmentation de la production.

Abolir l'héritage, c'est détruire la propriété.

C'est aussi menacer la famille.

C'est enfin retirer à l'activité de l'individu l'un de ses plus efficaces stimulants.

Ces considérations sont mêlées, à doses diverses, chez les réformateurs dont nous allons exposer les idées.

CHAPITRE PREMIER

FOURIER

Nous parlions, dans l'Introduction à cette étude, de la présente réhabilitation du vieux socialisme français. Fourier n'a pas bénéficié, au même degré que Saint-Simon et Proudhon, de ce retour de la faveur. La cause s'en trouve surtout dans une excentricité de pensée et de style qui, en maintes pages, a les apparences mêmes de la folie. Qu'on y prenne garde cependant, ces étrangetés doivent souvent être interprétées comme une façon de frapper l'imagination du lecteur, en lui présentant, sous une forme bizarre, des prophéties dont beaucoup sont d'une justesse extraordinaire et tout à fait saisissante.

Contemporain des Saint-Simoniens, Fourier en est l'adversaire acharné. Il ne manque jamais l'occasion de les attaquer. L'opposition des vues est frappante, notamment sur l'héritage.

Dans le *Nouveau Monde Industriel*, Fourier affirme que « ce sont des monstruosités à faire hausser « les épaules que de prêcher au XIX^e siècle l'abolition de la propriété, et de l'hérédité » (1). Et dans un autre ouvrage il déclare également : « des « hommes qui posséderaient cette théorie de l'association, se garderaient bien de l'amalgamer avec « des jongleries comme la suppression de la propriété et de l'hérédité » (2). Un tel langage a de quoi surprendre chez un socialiste, mais Fourier est-il vraiment un socialiste ? Plusieurs semblent en douter, entre autres MM. Gide et Rist, qui, dans leur *Histoire des Doctrines Economiques*, affirment qu'« on peut dire qu'il a été le plus bourgeois des « socialistes si tant est même qu'on puisse lui donner ce nom de socialiste, qu'en tout cas il n'a « jamais pris » (3). Voilà déjà qui nous fait paraître plus compréhensible l'attachement de Fourier à l'hérédité. Mais il y a encore une raison, beaucoup plus sérieuse, qu'il faut prendre en considération, si l'on veut bien saisir la pensée de Fourier, et qui explique pour une grande part son désaccord avec

(1) *Nouveau Monde industriel*. Fourier, p. 473.

(2) Pièges et charlatanisme des deux sectes Saint-Simon et Owen, qui promettent l'association et le progrès. Fourier, page 6.

(3) *Histoire des Doctrines économiques*. Gide et Rist, p. 286.

les Saint-Simoniens. Ces derniers se placent surtout, en effet, au point de vue de la répartition. Ils trouvent que dans le régime actuel la richesse n'est pas répartie comme elle devrait l'être, et que si la production est défectueuse, c'est encore une conséquence de la mauvaise répartition des richesses, qui permet aux uns d'être oisifs, par conséquent improductifs, et qui est cause que d'autres sont placés à la tête d'entreprises, pour la gestion desquelles ils n'ont pas des capacités suffisantes. Si donc, s'ils s'attaquent à l'hérédité, c'est parce qu'ils estiment que c'est à elle qu'est due cette mauvaise répartition des richesses.

Au contraire, ce qui préoccupe Fourier, c'est surtout la question de la production. C'est dans une augmentation de la production, bien plus que dans un bouleversement de la répartition, que l'on doit, d'après lui, chercher la solution du problème social.

« Le vrai progrès, dit-il, n'est pas de prendre
« aux riches pour donner aux pauvres, mais de
« créer par le régime d'industrie combinée une
« nouvelle masse de produits pour satisfaire à la
« fois les riches et les pauvres » (1). Or le moyen de réaliser ce progrès, Fourier croit l'avoir découvert. La méthode sociétaire, dont il est l'auteur, va

(1) Pièges et charlatanisme des deux sectes Saint-Simon et Owen, Fourier, page 29.

changer complètement la vie économique. Le phalanstère est une sorte de ménage, une association de consommation collective, soit pour l'alimentation, soit pour le logement, qui apparaît comme une résurrection de cette forme d'industrie primitive bien connue dans l'histoire économique : l'économie domestique, mais modernisée et agrandie pour la solution des problèmes nouveaux. De plus Fourier pense avoir découvert le mécanisme d'attraction industrielle qui transforme les travaux en plaisirs. Il était hanté par cette idée que le travail, dans tous les temps et dans tous les pays, avait été considéré par le travailleur comme une malédiction, sentiment qui semble confirmer la vérité du mythe de la genèse, du travail-châtiment infligé à l'homme pécheur. Mais Fourier n'accepte pas cette condamnation et s'applique à démontrer que si elle est vraie dans l'ordre économique actuel perverti, il en sera autrement dans le Monde d'Harmonie. La production se fera par séries, c'est-à-dire par groupes nombreux et avec un roulement continu des travailleurs pour les distraire et donner satisfaction à ce besoin de changement que Fourier appelait la papillonne. Le travail devra être attrayant. Et Fourier développe les moyens, trop souvent puérils, qui, à son avis, auront pour résultat de rendre le travail aussi passionnant que le sont devenus, pour la génération présente, tous les genres de sport.

Quel sera, d'après son auteur, le résultat de l'application de la méthode sociétaire ? « En France, « le produit annuel, estimé six milliards s'élèvera « à vingt-quatre, dès la première année du régime sociétaire » (1). Autrement dit, la production sera quadruplée, Fourier va parfois même jusqu'à dire sextuplée et octuplée. Par conséquent, il est très vraisemblable que, par l'application de la méthode sociétaire, le pauvre aura beaucoup plus de chances de bien être qu'il n'en aurait par la mise en œuvre du système Saint-Simonien, basé sur la suppression de l'héritage. Dans la pensée de Fourier la classe pauvre participera proportionnellement à cet accroissement de production et cet enrichissement de la classe pauvre se fera sans léser le moins du monde les riches; au contraire, la classe riche en bénéficiera autant que les autres. En effet : « la vraie « association, loin d'abolir les droits d'hérédité et « de spolier les riches augmentera prodigieusement « leur revenu, qui s'élèvera au sextuple et octuple » (2). C'est, déclare Fourier, parce que les Saint-Simoniens « féconds en belles phrases, mais « stériles en génie inventif et en raison » n'ont pas su trouver le moyen de « quadrupler le produit par

(1) *Nouveau Monde industriel*. Fourier, page 6.

(2) *Pièges et Charlatanisme des deux sectes Saint-Simon et Owen*, Fourier, page 5.

« l'industrie combinée et attrayante, qu'ils veulent
« prendre sur la part des riches pour donner aux
« pauvres et priver les enfants d'héritage » (1).

Souvenons-nous, d'autre part, qu'une des principales raisons de l'hostilité des Saint-Simoniens contre l'héritage réside dans ce fait que l'héritage permet à certains individus de passer leur vie dans l'oisiveté. Mais cette raison ne peut en être une pour Fourier. S'il y a, en effet, des hommes qui préfèrent l'oisiveté au travail, c'est parce que le travail est une peine, une tâche le plus souvent rebutante. Mais l'oisiveté disparaîtra nécessairement le jour où sera institué le vrai régime sociétaire, qui aura pour effet de transformer les travaux en plaisirs. Fourier en est tellement convaincu qu'il dit :
« On y verra nos oisifs, même les petites maîtres-
« ses, être sur pied, dès les quatre heures du ma-
« tin, en hiver comme en été, pour se livrer aux tra-
« travaux utiles » (2).

Ainsi le système de Fourier fait disparaître les inconvénients et les injustices dont les Saint-Simoniens accusaient l'héritage d'être la cause : la misère des classes pauvres, l'oisiveté des classes riches, l'exploitation de l'homme par l'homme. Si ce

(1) Pièges et Charlatanisme des deux sectes Saint-Simon et Owen. Fourier, page 5.

(2) Ibidem, page 25.

malheureux état de choses s'efface sans qu'aucune atteinte soit portée à l'héritage, pourquoi voudrait-on supprimer ce dernier? Une semblable mesure serait inutile.

Tel est un premier aspect de l'argumentation de Fourier. Mais l'auteur va plus loin, et transportant en quelque sorte sa dialectique du terrain négatif sur le terrain positif, il s'efforce de démontrer que l'application du système Saint-Simonien, destructeur de l'héritage, aurait les conséquences les plus néfastes.

L'abolition de l'hérédité aurait, d'après Fourier, les déplorables résultats suivants :

1° Elle détruirait l'affection paternelle;

2° Elle étoufferait l'émulation;

4° Elle constituerait une régression vers les vieilles coutumes de main-morte.

Reprenons en détail les termes de cette articulation :

1° En supprimant l'héritage, le régime Saint-Simonien va « détruire l'affection paternelle, une « des plus fortes qui existe (1) ». L'auteur ne prouve pas son affirmation qui nous paraît bien téméraire. En quoi, en effet, l'affection d'un père pour ses enfants serait-elle diminuée du fait que, l'héritage étant aboli, il ne pourrait pas leur laisser sa for-

(1) *Nouveau Monde industriel*, page 6.

tune après sa mort ! Son regret pourrait même accroître son affection.

2° Au dire de Fourier, le régime Saint-Simonien « étouffe l'ambition et l'émulation, car quel « stimulant un homme âgé trouvera-t-il dans ses « travaux, quand il ne pourra rien léguer à ses enfants et à ses amis, et qu'il n'aura pas la fâcheuse « perspective de l'envahissement de sa fortune par « les prêtres du progrès en rapacité » (1).

Il est fâcheux que Fourier ait parlé d'un homme âgé. Ces mots enlèvent beaucoup de force à son objection. Les Saint-Simoniens, en effet, auraient très bien pu lui répondre, en se basant sur l'Exposition de la doctrine (2) qu'il n'entraînait nullement dans leur dessein de faire travailler des hommes âgés, et qu'au contraire ils trouvaient naturel et légitime qu'ils eussent droit au repos après toute une vie de labeur.

L'objection de Fourier a une plus grande portée, si on la prend dans son sens large. Elle signifie alors que la suppression de l'héritage aura une fâcheuse répercussion sur le travail de tout homme, en lui enlevant un puissant stimulant. Cette observation est assez vraie. L'homme ne travaille pas seulement pour lui, il travaille aussi pour assurer l'avenir de ses enfants. Cependant le spectacle de

(1), (2) Exposition de la doctrine de Saint-Simon, page 255.

la vie quotidienne ne nous montre-t-il pas des célibataires ou des hommes mariés sans enfant, aussi animés du désir de s'enrichir et fournissant à cette fin un travail aussi intense que des pères chargés d'une nombreuse famille? C'est que la richesse à elle seule est un grand stimulant, non seulement par le bien-être et les satisfactions d'ordre matériel qu'elle procure, mais aussi par la puissance qu'elle confère. D'ailleurs, la suppression de l'héritage n'empêcherait pas complètement un père d'assurer l'avenir de ses enfants et par conséquent n'enlèverait pas entièrement ce stimulant à son activité. Le père de famille, qu'un travail assidu aurait enrichi, pourrait, du moins tant qu'il vivrait, faire participer ses enfants à sa richesse et leur donner une instruction qui les mettrait en mesure, quand ils seraient arrivés à l'âge d'homme, de gagner largement leur vie. Remarquons enfin que l'objection de Fourier ne prouverait quelque chose contre l'abolition de l'héritage que s'il était démontré que cette abolition aurait pour résultat de diminuer, non pas seulement le travail de certains individus, mais la quantité du travail fourni par le pays entier. Car dans ce cas, l'affaiblissement de l'activité de la nation entraînerait nécessairement une diminution de la production et partant un amoindrissement de la richesse et de la prospérité

générales. Mais rien ne dit qu'il en serait ainsi. Même en admettant que l'abolition de l'héritage entraînant, pour les raisons que nous venons de voir, et qui doivent être admises avec de très grandes réserves, une diminution de rendement dans le travail de certains individus, cette diminution pourrait être compensée par le travail fourni par ceux qui actuellement vivent dans l'oisiveté et qui seraient forcés, sous peine de mourir de faim, d'employer à une fin utile leur activité.

3° Fourier fait aussi observer que le système Saint-Simonien aura pour résultat de ressusciter la loi agraire. « Cette loi dans l'antiquité, dit-il, « frappait collectivement et simultanément tous les « propriétaires. Saint-Simon les frappe consécuti-
« ment en n'exerçant la capture et le partage des
« biens qu'au moment du décès des possesseurs, et
« ne donnant aux enfants què le nécessaire selon le
« principe : tous les privilèges de la naissance se-
« ront abolis sans exception ». C'est donc une va-
« rriante de la loi agraire, car aucun propriétaire
« n'échapperait : tous seraient spoliés tôt ou tard
« et moins avantageusement pour le peuple qui, à
« Rome, obtenait équitablement sa part, deux ar-
« pents à chacun (1) ».

(1) Pièges et Charlatanisme des deux sectes Saint-Simon et Owen. Fourier, page 57.

On peut ici reprocher à l'auteur une erreur et un vice d'argumentation.

C'est par erreur qu'il accuse les Saint-Simoniens d'avoir voulu rétablir la loi agraire. Ceux-ci considéraient comme absurde cette loi et ils se sont énergiquement défendus de toute velléité de la ressusciter sous une forme quelconque (1). Il n'y a, en réalité, rien de commun entre cette antique législation qui était d'une portée limitée et visait des buts relativement restreints, et le changement de constitution de la propriété, cette vaste et profonde réforme qui se trouve au cœur du Saint-Simonisme.

Admet-on cependant qu'il y a une certaine relation entre la loi agraire et la suppression de l'héritage, telle que la conçoit le socialisme moderne? L'argumentation de Fourier n'en reste pas moins inopérante. Car il eût fallu montrer au préalable la malfeasance de la loi agraire, puis établir que la suppression de l'héritage serait de nature à entraîner des conséquences identiques. Or, la loi agraire privait les propriétaires de leurs biens tandis qu'ils vivaient. Une mesure abolitive de l'héritage ne priverait les individus de leur patrimoine qu'après leur mort. La différence des régimes est trop frappante pour qu'il y faille insister.

4° Les Simoniens présentaient la suppression

(1) V. Exposition, p. 308.

de l'héritage comme un progrès. Fourier n'y voit qu'une régression vers le passé, une résurrection des « coutumes féodales et monastiques de main-morte universelle (1) ». « Qu'est-ce que ce progrès, dit-il, tendant ouvertement à établir la main-morte universelle plus odieuse encore aux villageois que la dime. Les anciens prêtres d'Égypte qui auraient pu opérer ce progrès d'obscurantisme, étaient au moins plus traitables que les Saint-Simoniens; ils dispensaient de la main-morte et ne prétendaient pas envahir tous les héritages par amour pour le propriétaire, qui peut leur répondre comme Harpagon à Valère : bel amour vraiment, l'amour de ma cassette » (2).

Et Fourier, voulant montrer les tristes effets de la suppression de l'héritage dans le sein des familles, nous met sous les yeux « un père moribond, que ses filles prient de leur laisser une dot, un patrimoine » (3) et qui devra leur répondre : « filles impures, n'attendez rien de moi, je dois pour sauver mon âme, donner tout mon bien aux prêtres Saint-Simoniens qui en feront une sage distribution : allez trouver ces prêtres philanthropiques, ils inspecteront vos capacités, ils jugeront si vous êtes bonnes à quelque chose, ils vous rétribueront selon vos œuvres » (4).

(1), (2), (3), (4) Pièges et Charlatanisme des deux sectes Saint-Simon et Owen. Fourier, page 25.

Ce qui montre peut-être mieux encore que ce qu'on a déjà vu l'antagonisme absolu des Saint-Simoniens et de Fourier, c'est que loin de critiquer le régime existant, qui conserve l'héritage, Fourier lui reproche, au contraire, que les héritages ne soient pas suffisamment nombreux. Mais le régime harmonien arrangera tout : ne se propose-t-il pas, en effet, « d'élever à l'infini tous les plaisirs ». Or, n'est-ce pas un des grands plaisirs de ce monde que le plaisir d'hériter. Par conséquent, loin de le supprimer, on doit, au contraire, s'efforcer d'en faire profiter le plus grand nombre de gens possible, et le rendre aussi fréquent qu'il se pourra. C'est ce qui aura lieu en harmonie, où « le plaisir d'hériter, « si rare en civilisation, deviendra aussi fréquent « que le retour des quatre saisons » (1). Voilà qui est très bien ; toutefois, on peut se demander quelle sera la cause de cette multiplication des héritages presque aussi miraculeuse que la multiplication des pains. Mais Fourier, dans le *Nouveau Monde Industriel*, s'explique longuement là-dessus et donne un exemple. Il montre que ce résultat proviendra du simple fonctionnement du régime sociétaire. Supposant pour les besoins de la cause son régime appliqué et fonctionnant depuis déjà un certain temps, il se transporte à l'intérieur d'un phalanstère et

(1) *Nouveau Monde Industriel*. Fourier, p. 393.

examine ce que va devenir la fortune d'Ithuriel qui
« décédé à cent-cinquante ans a vu sa septième gé-
« nération, en tout cent vingt descendants à men-
« tionner au testament (1). N'ayant au premier de-
« gré qu'un fils et une fille déjà enrichis, il (Ithu-
« riel) donne de fortes parts aux sixième et sep-
« tième descendants. S'il léguait tout à sa pre-
« mière génération, il exciterait les six inférieures
« à désirer la mort de la première. Il donne à
« sa lignée des sept degrés une échelle d'environ
« cent vingt legs comprenant moitié de sa fortune,
« les deux autres quarts sont répartis entre une cen-
« taine d'adoptifs industriels qu'il a titrés dans le
« cours de sa vie et une centaine d'amis et collaté-
« raux y compris ses épouses, qui sont riches et
« n'ont pas besoin de fortes hoiries.

« L'héritage ainsi distribué se répartira indirecte-
« ment sur la phalange entière, car il échoit à
« plus de trois cents personnes, dont chacune peut
« avoir dans la phalange, soit en consanguins, soit
« en adoptifs, cinq à six héritiers, autres que les
« trois cents d'Ithuriel. Au moyen de ce ricochet, la
« succession se distribuera avec le temps entre les
« dix-huit cents sociétaires. Et lors même qu'un
« huitième d'entre eux serait excepté de cette par-
« ticipation, l'hoirie serait encore distribuée uni-

(1) Cette longévité est encore une des heureuses conséquences du régime sociétaire.

« fairement, puisqu'elle s'étendait par voie indi-
« recte aux 7/8 qui, en mouvement, sont comptés
« pour le tout. D'ailleurs ce 7/8 exclus participera
« aux héritages de quelques autres gens riches. Si
« donc la phalange contient quarante riches, tout
« pauvre les considère en masse comme ses dona-
« teurs, car il peut espérer de trente cinq d'entre
« eux, une portion d'hoirie, soit directement, soit
« indirectement, et il devient partisan des gens ri-
« ches, quand il peut se croire participant à l'hoi-
« rie de trente cinq riches sur quarante. C'est le
« point où il faut atteindre pour établir l'équilibre
« dans l'affection familiale, en faire une voie de
« ralliement entre inégaux. Mais pour amener les
« relations de famille à ce point, il faudra combi-
« ner avec le régime des séries une longévité qui ne
« naîtra que par degrés en sept à huit généra-
« tions » (1).

Ce passage suggestif confirme notre remarque précédente, à savoir que le système de Fourier fait disparaître, du moins théoriquement, nombre de calamités et d'injustices qui, d'après les Saint-Simoniens, étaient la conséquence de l'héritage. On se rappelle que, pour ces derniers, l'hérédité de la propriété entre les mains d'une classe entraînait pour une autre classe l'hérédité de la misère (2).

(1) *Nouveau Monde Industriel*. Fourier, p. 397 et 392.

(2) Exposition de la doctrine de Saint-Simon, p. 47.

Or, en harmonie, le pauvre est non seulement assuré d'une honnête aisance, le mettant largement à l'abri de la misère, mais il a encore « de nombreuses chances de fortune » (1) puisqu'il peut espérer une portion d'hoirie du riche. Dans le système de Fourier, l'héritage ne profite pas seulement à une minorité, mais se répartit sur la phalange entière.

On voit aussi se dissiper le reproche, que les Saint-Simoniens, Cabet et Louis Blanc, adressaient unanimement à l'héritage, en le regardant comme propre à pousser le fils à désirer la mort de son père, afin d'hériter de ses biens. Le ralliement familial doit, en effet, remédier à cette dépravation : « Le problème est, déclare Fourier, d'établir entre
« les testateurs et les légataires soit consanguins,
« soit adoptifs, une affection assez vive pour
« que l'héritier désire prolonger la vie du testa-
« teur, qu'il est aujourd'hui si impatient de con-
« duire au monument ».

La solution se déduit simplement des constructions idéales qui précèdent. On voit apparaître une loterie des bonnes aubaines, des héritages périodiques comme des fruits. Si rare dans la civilisation présente, le plaisir d'hériter devient en harmonie aussi fréquent que le retour des quatre saisons.

(1) *Nouveau monde industriel*. Fourier, page 366.

Quelle que soit, en effet, la longévité des harmoniens, il en meurt quelques-uns chaque année, ne fût-ce qu'un centième, soit dix-huit sur dix-huit cents. Il s'en trouvera trois de haute fortune, quatre de moyenne, cinq de basse, six pauvres. Si l'hoirie se répartit à un huitième directement et à six huitièmes indirectement, chacun aura, dans le cours de l'année, au moins une à deux hoiries directes et quatre indirectes. Cette périodicité d'héritage est nécessaire dans l'ordre des choses rêvé par Fourier et qui doit élever à l'infini tous les plaisirs.

Et l'auteur ne s'arrête pas dans ses prévisions optimistes. Qu'on ne parle plus de la malheureuse soif des héritages ! On s'habitue à ces aubaines périodiques. On les attend avec une tranquillité d'autant plus profonde qu'on a peu de besoins en harmonie. On les envisage ainsi que des réserves assurées, comme des bois dont on diffère la coupe afin d'en augmenter la valeur. Et tout va ainsi pour le mieux dans le meilleur des mondes.

L'analyse de la conception fouriériste de l'héritage, à laquelle nous venons de procéder, appelle un jugement d'ensemble.

La critique de l'œuvre Saint-Simonienne par Fourier s'inspire principalement du souci d'accroître la production. Or, si Fourier recherchait à bon droit les moyens d'augmenter la production, il avait

le tort de négliger la répartition. Production et répartition sont deux éléments du problème social qui, loin de s'opposer, doivent, au contraire, se compléter.

Le point de départ de Fourier explique les insuffisances de ses vues sur l'héritage. A l'en croire, il faudrait choisir entre l'une des solutions suivantes : ou bien supprimer l'hérédité, c'est-à-dire dépouiller le riche au profit du pauvre, ou bien conserver l'hérédité, grâce à une augmentation de la production qui accroîtra la part du pauvre comme celle du riche et empêchera que ce dernier soit dépouillé.

Les choses ne vont pas aussi simplement. Supposons que les progrès de la production aient augmenté la richesse générale, par conséquent grossi l'avoir de chacun, celui du pauvre, celui du riche. La question de l'héritage subsiste, car il s'agit toujours de savoir si la richesse accrue, et accumulée plus abondamment aux mains de tous les particuliers, doit être répartie de la même manière ou autrement que par le passé.

Le système de Fourier n'est d'ailleurs pas exempt de contradiction. Si vive que soit son antipathie pour les Saint-Simoniens, il reconnaît cependant qu'ils n'ont « qu'un principe louable, qui « n'est pas d'eux, rétribuer chacun selon sa capa-

« cité et ses œuvres » (1). Or, il y a incompatibilité absolue entre ce principe et la conservation du droit de tester voulue par Fourier. Si l'on prend, en effet, deux individus ayant les mêmes capacités et fournissant un travail égal, et si l'un d'eux n'a seulement que les ressources de son travail, alors que l'autre possède en outre une fortune reçue par héritage, ces deux individus auront une situation différente et seront en conséquence inégalement rétribués.

C'est précisément ce que les Saint-Simoniens reprochaient à l'héritage. Ils ne lui en voulaient pas seulement de permettre à certains de vivre dans l'oisiveté, ils trouvaient également injuste que, si ces individus, au lieu de rester oisifs, travaillaient, ils eussent en plus de leur salaire la disposition d'une succession ne représentant nullement le prix de leur travail.

Cet inconvénient de l'héritage n'est pas supprimé dans le système de Fourier. Il est vrai que d'autres conséquences fâcheuses de l'institution en cause disparaissent dans le projet fouriériste, tel qu'il a été conçu en théorie. Mais auraient-elles disparu dans le projet, appliqué? Le scepticisme est ici raisonnable.

(1) Pièges et charlatanisme des deux sectes Saint Simon et Owen, Fourier, p. 47,

CHAPITRE II

Victor CONSIDERANT

Lorsqu'on lit attentivement V. Considérant, on peut noter qu'il se rencontre parfois avec les Saint-Simoniens dans les critiques qu'il adresse à l'ordre social actuel.

« Les individus, dit-il (1), ne prennent rang
« dans l'ordre social, dans l'ordre industriel et dans
« l'ordre politique que par l'argent, l'instruction ou
« la faveur. L'instruction et la faveur supposent pri-
« mitivement l'aisance ou la fortune. La fortune,
« faute d'une bonne organisation du travail, ne se
« transmet généralement que par la naissance et les
« alliances. Il en résulte que l'ordre social actuel
« n'est encore qu'un ordre aristocratique, non plus,
« il est vrai, de principe et de droit, mais de fait.
« Aussi, sauf des exceptions individuelles qui n'in-
« firment nullement la généralité de la règle, il est

(1) Principe du socialisme, Manifeste de la Démocratie
au XIX^e siècle, p. 5.

« socialement vrai aujourd'hui que les générations
« qui naissent dans la gêne, la pauvreté ou la misère,
« accomplissent leur vie dans la gêne, la pauvreté
« ou la misère, qu'elles transmettent cet héritage fa-
« tal à leurs descendants, et que ceux-ci destinés à
« rester comme elles, dans la gêne, la pauvreté ou
« la misère, y restent comme elles ».

L'auteur insiste sur cette idée. Mais, s'il est vrai, comme il l'affirme avec l'accent d'un Saint-Simonien convaincu, que les classes aisées et riches reproduisent les couches aisées et riches des générations suivantes, s'il est vrai que les classes se perpétuent par la naissance dans leur état d'infériorité et de supériorité relatives, ne faut-il pas en conclure que l'héritage est à supprimer comme constituant l'une des principales causes de cette injustice sociale?

Cette conclusion n'est pourtant pas celle de V. Considérant. Celui-ci repousse les idées Saint-Simoniennes au sujet de l'abolition de l'héritage. Et ce n'est nullement par le moyen de cette abolition qu'il tend à la réorganisation de la Société.

Disciple de Fourier, adversaire, comme son maître, de la thèse Saint-Simonienne, il voit, avec les yeux de ce maître, la solution du problème social, non pas dans une modification de la répartition, mais dans l'association, génératrice d'une plus

abondante production. « Prendre aux riches pour
« donner aux pauvres, dit-il, ne résoudrait rien.
« Il n'y a qu'un petit nombre de riches à côté de lé-
« gions innombrables de malaisés ou de pauvres...
« La fortune des riches pour combler le gouffre de
« la pauvreté générale, cela ferait l'effet d'une
« goutte d'eau dans un incendie, d'une fraise dans
« la gueule d'un loup. Il faut, pour se tirer d'affaire,
« savoir quadrupler au moins la richesse publi-
« que » (1)

Pour V. Considérant, le véritable progrès ne consiste pas à supprimer les avantages sociaux et les privilèges, mais bien à les universaliser. Il ne s'agit pas de prendre, même légalement, aux possédants tout ce qu'ils ont; il faut donner progressivement à ceux qui ont besoin, tout ce qui leur manque. Il convient de généraliser, non de supprimer la propriété. La négation de la propriété individuelle est illogique, subversive du droit et de l'ordre social, grosse de luttes terribles. Et ces affirmations, que l'on trouve répétées dans les divers ouvrages de l'auteur (2), doivent, à notre sens, être considérées comme de belles expressions de sagesse. Mais les

(1) Le socialisme devant le Vieux monde ou le Vivant devant les Morts, page 49.

(2) Voir les deux Communismes, observations sur la lettre de M. Rey. Théorie du droit de propriété et du droit au travail.

Saint-Simoniens aussi plaçaient la propriété à la base de l'ordre social. Ils aboutissaient cependant à la suppression de l'héritage, alors que V. Considérant est un conservateur convaincu de cette institution. Cette divergence essentielle vient et ne peut venir que de l'opposition des conceptions du droit de propriété.

Comment V. Considérant comprend-il la propriété? Elle est, pour lui, un droit absolu « Tout
« homme, dit-il (1), possède légitimement la chose
« que son travail, son intelligence, ou, plus généralement, que son activité a créée ». Cette création est le fondement logique de la propriété, elle
« empêche qu'une limite lui soit apportée. Car de quel droit mesurer la puissance d'un homme sur la richesse qu'il a lui-même tirée du néant? Ce créateur a, dans toute l'acception de ces mots, la faculté de disposition. Libre à lui de s'en servir pour son usage personnel, ou, s'il le préfère, d'en faire profiter un autre, libre à lui de la donner de son vivant ou pour le temps qui suivra sa mort. Nul, pas même l'Etat, n'a qualité pour entraver l'exercice de cette liberté totale.

Ainsi comprise, la propriété entraîne de toute nécessité l'héritage. Toucher à ce dernier, c'est por-

(1) Théorie du droit de propriété et du droit au travail, p. 17.

ter atteinte à la première, c'est la nier dans l'un de ses attributs fondamentaux.

V. Considérant illustre cette théorie d'un exemple. Il suppose que, sur le terrain d'une île isolée, une génération humaine se livre pour la première fois à l'industrie. Cette génération, par son travail, par son intelligence, par l'emploi de son activité propre, crée des produits, développe des valeurs, qui n'existaient pas sur la terre brute.

« Il est clair, dit l'auteur, que ces produits appartiennent en toute et légitime propriété à ceux qui les ont créés par leur activité. Chacun de ceux-ci a donc droit, soit à consommer immédiatement ces produits, soit à les mettre en réserve pour en disposer plus tard à sa convenance, soit à les employer, les échanger, ou les donner et les transmettre à qui bon lui semble, sans avoir besoin pour cela de l'autorisation de qui que ce soit... » « Nous pouvons donc parfaitement concevoir que quand la seconde génération arrivera elle trouvera sur la terre deux sortes de capitaux : a) le capital primitif ou naturel, qui n'a pas été créé par les hommes de la première génération, c'est-à-dire la valeur de la terre brute; b) le capital créé par la première génération...

« Il est donc évident et il résulte clairement et nécessairement du principe fondamental du

« droit de propriété, tout à l'heure établi, que cha-
« que individu de la deuxième génération a un
« droit égal au capital primitif ou naturel, tandis
« qu'il n'a aucun droit à l'autre capital, au capi-
« tal créé par le travail de la première génération.
« Chaque individu de celle-ci pourra donc disposer
« de sa part du capital créé en faveur de tels ou
« tels individus de la seconde génération, qui lui
« plaira de choisir, enfants, amis, etc..., sans que
« personne, sans que l'Etat lui-même, comme nous
« venons déjà de le dire, ait rien à prétendre au
« nom du droit de propriété sur les dispositions
« que le donateur ou le légataire aura faites » (1.)
Et Considérant fait remarquer que dans cette hypo-
thèse : « l'individu de la seconde génération est
« déjà avantagé par rapport à celui de la première,
« puisque, outre le droit au capital primitif, qui
« est conservé, il a la chance de recevoir une part
« du capital créé, c'est-à-dire une valeur qu'il n'au-
« ra pas produite et qui représente un travail anté-
« rieur » (2).

Ce développement met bien en lumière la pen-
sée de V. Considérant. La liberté de la transmission
héréditaire, conséquence du droit de propriété, est
illimitée comme ce droit lui-même.

(1) Théorie du droit de propriété et du droit au travail,
pages 18, 19, 20 et 21.

(2) Ibidem, page 22.

Une manière de voir aussi négative de la relativité des choses heurtait violemment la théorie naguère exposée par les Saint-Simoniens. Aussi ces derniers sont-ils vigoureusement pris à partie par V. Considérant qui les accuse de pousser la Société vers les abîmes en répandant les doctrines anti-propriétaires. La controverse égare à ce point V. Considérant qu'il confond le Saint-Simonisme avec le Communisme et qu'il reproche à l'un et à l'autre, présentés par lui comme une même école répondant à l'expression d'une même tendance, d'attaquer la propriété individuelle dans son principe, de dépouiller par la force les propriétaires au profit des prolétaires, de décréter l'égalité des conditions et la communauté des biens. Erreur grossière, puisque, loin d'être basé sur l'égalité des conditions et la communauté des biens, le Saint-Simonisme repose sur l'inégalité des conditions, seul moyen de réaliser la formule : à chacun selon sa capacité et à chaque capacité selon ses œuvres ! Erreur grossière encore, puisque la conservation de la propriété individuelle est une pièce maîtresse du système Saint-Simonien ! C'est pourtant au Saint-Simonisme et au communisme outrageusement mélangés que V. Considérant oppose la méthode sociale, qui lui est chère ainsi qu'à son maître Fourier.

Il y a si loin de la conception Saint-Simonienné de la propriété à celle de V. Considérant ! Pour les Saint-Simoniens, nous l'avons montré, la propriété est une fonction sociale ; elle n'a sa raison d'être que dans l'utilité de la Société et cette utilité mesure l'étendue des droits qui doivent être reconnus aux propriétaires. Comme les autres fonctions, la propriété doit être personnelle et exige une réglementation en vue de l'intérêt général ? Or, l'héritage, c'est-à-dire la transmission de mort à vivant de la fonction de propriétaire, contrarie le développement de la production et l'organisation rationnelle de celle-ci. Nuisible à la Société, l'héritage doit disparaître.

Ainsi entendue, la propriété n'implique plus l'hérédité. Il se produit entre l'une et l'autre un divorce logique et conforme au sens de la relativité. Loin d'être une conséquence inévitable du droit de propriété, la faculté de tester est en quelque sorte un abus de pouvoir de la part du propriétaire. Le pouvoir social, agissant dans l'intérêt de tous, a mission de faire cesser cet abus.

Si même l'on fait abstraction des idées Saint-Simoniennes, on est obligé de reconnaître que le droit de propriété n'est pas absolu. Il est soumis en législation à certaines restrictions motivées par la considération de l'utilité générale ou de l'équité,

supérieures à l'intérêt du propriétaire qui doit s'incliner devant elles. Alors que V. Considérant a réclamé la liberté absolue de tester, notre Code Civil, plus démocratique en cela, dispose qu'un défunt ne peut laisser toute sa fortune à un seul de ses enfants et en dépouiller les autres. Un condamné à une peine afflictive et infamante ne peut recevoir par donation ou par legs. Une personne voulant laisser sa fortune à un individu frappé d'une telle peine est privée par la loi du pouvoir de le faire.

Va-t-on donc soutenir que cette réglementation légale de la faculté de disposition est une négation du droit de propriété ? Nullement. On trouve alors tout naturel que ce droit soit primé par la justice et les desiderata de l'ordre social. Or de telles raisons ne seraient-elles pas suffisantes pour légitimer la suppression du droit de disposer par donations entre vifs et testament ? S'il s'agit d'éviter des iniquités, de rétribuer chacun selon ses œuvres pourquoi s'insurger contre l'idée de l'abolition de l'héritage ? Il y aurait, dans cette œuvre hardie du pouvoir social, une généralisation des dispositions exceptionnelles que l'on rencontre dans la législation présente. Sans doute une telle généralisation ne devrait pas être opérée à la légère. Et l'on peut combattre le projet Saint-Simonien sur le terrain même de l'utilité sociale. Mais il n'en est pas moins vrai

que la notion de la propriété fonction sociale, plus vivante et plus vraie que celle de la propriété droit absolu, peut conduire, après observation, à la suppression de l'héritage. L'argumentation de V. Considérant demeure purement logique et c'est ce qui fait sa faiblesse, alors que celle du Saint-Simonisme s'appuyait à la fois sur la logique et sur des observations au moins prétendues.

CHAPITRE III

PROUDHON

Défenseur de la propriété et de la famille, Proudhon était opposé à la suppression de l'héritage. Pour le montrer, il faut dessiner la véritable physionomie de ce socialiste et détruire les préjugés qui ont pu se former sur son nom.

Et d'abord, il importe de comprendre le sens de cette boutade fameuse : « la propriété, c'est le vol », et de situer cette phrase dans l'évolution de la pensée proudhonienne. Ce que Proudhon a voulu réprover, c'est moins la propriété en général que ses abus, ou, du moins, ce qu'il considérait comme des abus : l'intérêt, le fermage, le loyer. Il convient de reconnaître cependant qu'en 1840, au moment de la publication de son premier mémoire, les inconvénients de la propriété elle-même lui paraissaient si graves qu'il inclinait pour sa transformation en une simple possession. La possession n'était-

elle pas pleinement conforme à la justice, puisque celui qui travaille recueille tous les fruits de son labeur ? Au contraire la propriété, avec les droits de vente, d'aubaine, d'hypothèque, de louage à intérêt, donne au propriétaire qui ne travaille pas tout le revenu net, tandis que le cultivateur meurt à la peine et n'en profite pas.

Mais Proudhon ne persévéra pas dans cette idée. « Dès 1840, dit-il dans sa théorie de la propriété (1), « j'ai combattu le communisme; quant à la possession, je ne m'y suis jamais arrêté je l'ai abandonnée ». Il maintint ses premières observations sur la propriété, mais principalement sur les iniquités de l'aubaine, de l'intérêt et de l'usure, et c'est sous la condition expresse de leur suppression qu'il conclut à la conservation de la propriété, par conséquent du droit de vente et du droit d'héritage.

Proudhon s'est, en effet, avisé que l'Etat, après s'être constitué sur le principe de la séparation des pouvoirs, requiert un contre-poids qui l'empêche d'osciller et de devenir hostile à la liberté. Où trouver ce contrepoids ? Ce n'est pas dans l'exploitation en commun du sol. Ce n'est pas davantage dans la possession conditionnelle restreinte, viagère, qui est une forme de civilisation inférieure, et qui tend à consolider le despotisme en faisant de tous des fer-

(1) Proudhon, Abrégé de ses œuvres, p. 183.

miers de l'Etat. Celui qui n'aurait plus la propriété, mais l'usufruit seulement, bien que travaillant pour lui seul et ne payant plus de rente, se croirait-il comme autrefois attaché à la glèbe? Le contre-poids cherché n'existe que dans la propriété, qui est le produit de la spontanéité sociale, c'est-à-dire un fait naturel.

L'idée est assez intéressante pour que nous en suivions le développement dans toute son ampleur. L'Etat, puissance énorme, tire sa force de l'adhésion des citoyens; il est la réunion des intérêts généraux, appuyée par la volonté générale et servie, au besoin, par le concours de toutes les forces individuelles. Où trouver une puissance capable de contrebalancer la puissance formidable de l'Etat? Il n'y en a pas d'autre, pense Proudhon, que la propriété. Prenez la somme des forces propriétaires : vous aurez une puissance égale à celle d l'Etat.

La propriété absolue, indépendante, égale en autorité et en souveraineté à l'Etat, constitue la limitation de ce dernier. Précisément parce que son absolutisme doit s'opposer à celui de l'Etat, la propriété a une fonction politique nécessaire. Proudhon en exalte le bienfait par de nombreuses épithètes : libérale, fédérative, décentralisatrice, républicaine, égalitaire, progressiste, justicière. Ces attributs, dont aucun ne se trouve dans le principe

même de propriété, lui viennent au fur et à mesure qu'un plus grand nombre de citoyens arrive à la propriété. Ainsi, une barrière au despotisme et un rempart de la liberté même politique, ce serait, par exemple, une plèbe composée de paysans et d'ouvriers propriétaires.

Il n'est pas vrai, comme certains l'ont dit, que la loi civile de la propriété soit l'esclave de la loi politique. Pour Proudhon, c'est plutôt le contraire qui est vrai. La propriété est le contre-poids naturel, indispensable, de la puissance politique, et le droit civil de la propriété est le contrôleur et le déterminateur de la raison d'Etat. La propriété est absolutiste dans un autre absolutisme. La puissance de l'Etat est une puissance de concentration. Si elle n'a pas de frein, si elle se développe sans limite, l'individualité disparaît, bientôt absorbée dans la collectivité; la propriété est une puissance de décentralisation. Parce qu'elle est absolue, elle est antidespotique et antiunitaire.

La propriété a ainsi une destination hautement civilisatrice. Elle est le grand ressort de la Société, à tel point que, si elle est supprimée, faussée ou amoindrie, il n'y a plus ni vie ni mouvement. Le désir de la propriété est un excitateur de l'activité, un stimulant des qualités humaines, un facteur de civilisation. Schopenhauer aurait dit que ce désir (com-

me toute volonté de puissance), mis par la nature dans le cœur de l'homme, est un des artifices du grand Trompeur qui dirige nos destinées pour nous mener à l'action, et, par suite, à la propriété et à la civilisation. D'autre part la propriété elle-même joue un rôle énergique et nécessaire au point de vue du droit et de la liberté. Si l'on supprime la propriété, on tue par là même le désir de la propriété, c'est-à-dire le meilleur des toniques de la civilisation. En même temps on détruit le contre-poids de l'Etat. Mais abolir l'héritage, c'est émasculer la propriété, puisque cette abolition constitue une restriction très grande du droit de disposition.

Avons-nous exagéré ou faussé la pensée de Proudhon, telle qu'elle se dégage de l'ensemble de ses œuvres? Nous croyons, au contraire, l'avoir exactement déterminée dans sa substance et dans ses conséquences.

Ces considérations expliquent pourquoi Proudhon ne pouvait, sans se contredire lui-même, approuver les théories Saint-Simoniennes sur la suppression de l'hérédité. Ces théories n'aboutissent-elles pas à transformer la propriété en possession, en usufruit? Qu'est-ce qu'une propriété purement viagère qui s'éteint à la mort de son détenteur? Qu'est-ce qu'un régime dans lequel l'Etat, recueillant toutes les successions, finit par devenir le

propriétaire de toutes les terres et de tous les immeubles? A lui seul appartient le domaine éminent, à l'exclusion des individus, simples fermiers, pouvant être envoyés, suivant leur degré de mérite, par l'ordre des chefs, dans une ferme supérieure ou inférieure. Il faut avouer que Proudhon fait ici une critique assez pénétrante du Saint-Simonisme. Si la propriété est une fonction sociale, si elle est strictement personnelle, et par suite amputée d'un de ses attributs principaux, la liberté de disposition héréditaire, elle se rapproche singulièrement de la possession. Les individus ne peuvent pas dire : cette terre, cette maison est à moi; ils n'en ont que l'exploitation viagère au service de l'Etat dont ils sont les fonctionnaires. Haute idée, assurément, et qui rejoint les conceptions de grands moralistes, mais idée destructive du droit traditionnel de propriété et assujettissant les particuliers à la collectivité!

Or Proudhon, de même que Fourier et V. Considérant, rejette cette transformation de la notion de propriété. Il s'en tient à cette vue que supprimer l'héritage, c'est porter atteinte à la propriété elle-même.

A Louis Blanc qui proposait d'abolir les successions collatérales et de les déclarer propriétés communales, Proudhon répond en ces termes qui mettent en lumière sa pensée :

« Pour abolir les successions collatérales, il faut
« commencer par abolir la propriété : sans cela
« je vous défie de toucher aux successions col-
« latérales. Défendez-vous les fidéi-commis, les
« fonds perdus, les rémérés, les donations? Quoi,
« j'aurai la faculté de laisser mon bien à tout le
« monde, à savoir l'Etat, et je ne pourrai le don-
« ner à quelqu'un : il me sera permis de travailler,
« de faire des épargnes, de former des capitaux,
« d'acquérir des immeubles, d'en jouir exclusive-
« ment à tout autre, et quand il s'agira pour moi
« d'en disposer, d'accroître mon bien-être, en me
« constituant une famille d'adoption à la place
« d'une famille naturelle, que je n'ai point, je ne
« serai maître de rien; à quoi donc me servira
« d'être propriétaire? Etes-vous communiste? Osez
« le dire; ne tergiversez pas; ne nous fatiguez plus
« de vos fictions de divinité, de République et de
« gouvernement, grands mots qui ne sont que des
« chevilles dans votre prose poétique et des amor-
« ces pour les imbéciles » (1).

Ardent défenseur de la propriété, Proudhon l'est encore plus peut-être de la famille. L'une et l'autre d'ailleurs sont, dans sa pensée, inséparables. « La famille et la propriété, dit-il, marchent de

(1) Proudhon. *Système des Contradictions économiques*, tome second, page 204.

« front, appuyées l'une sur l'autre, n'ayant l'une et
« l'autre de signification et de valeur que par le
« rapport qui les unit » (1).

Or, pour Proudhon, la suppression de l'héritage
est « une attaque formelle à la famille, à l'organi-
sation intime de la Société » (2).

« L'hérédité, dit-il (3), est l'espoir du ménage,
« le contrefort de la famille, la raison dernière de
« la propriété. Sans l'hérédité, la propriété n'est
« qu'un mot; le rôle de la femme devient une
« énigme. Sans l'hérédité, non seulement il n'y a
« plus d'époux ni d'épouses, il n'y a plus ni ancê-
« tres, ni descendants? Que dis-je? Il n'y a même
« pas de collatéraux, puisque, malgré la sublime
« métaphore de la fraternité citoyenne, il est clair
« que si tout le monde est mon frère, je n'ai plus de
« frères ».

Certes, on ne peut aller plus loin dans l'affir-
mation d'une étroite solidarité entre la famille et
l'hérédité. Mais cette affirmation est-elle exacte?
Louis Blanc, nous l'avons vu, a prétendu qu'il était
possible de dissocier la famille, qui vient de Dieu,
et l'hérédité, qui vient des hommes. Le sort de la

(1) Proudhon. *Système des Contradictions économiques*,
tome second, page 204.

(2) *Abrégé de ses œuvres*, p. 339.

(3) *Système des contradictions économiques*, tome 2, pa-
ges 201 et suivantes.

famille ne serait donc pas joué dans l'abolition de l'héritage.

Proudhon s'élève contre cette manière de voir. Au mouvement qui emporte incessamment les générations il veut opposer un principe d'immortalité qui les soutienne. Que deviendrait la famille, si, sans cesse divisée par la mort dans son patrimoine, il lui fallait à chaque instant se reconstituer? D'ailleurs une prétendue convention sociale aussi spontanée et universelle que l'hérédité n'est-elle pas un fait naturel, comme la famille elle-même?

Un jeune homme qui entre dans le monde avec la seule recommandation de son mérite, et qui est dépourvu de fortune, court grand risque de succomber. C'est une chimère de vouloir que la prévoyance sociale remplace la prévoyance paternelle. Allons-nous demander à l'Etat de travailler, de se marier, de procréer?

Enfin l'acte de dernière volonté d'un testateur est la manière suprême dont il jouit de ses biens. De quel droit empêcher un père d'établir ce lien de solidarité avec ses enfants et de pourvoir lui-même, conformément à son devoir, à leur subsistance et à leur avenir?

Cette argumentation, à laquelle aurait souscrit l'école de Le Play, ne manque pas de vigueur. Sa force est puisée dans la vie même. Proudhon con-

clut que l'abolition de l'hérédité est une rêverie, manifestation d'une idéologie absurde qui tend à remplacer partout l'action libre de l'homme par l'initiative du pouvoir, l'être réel par un être de raison, la vie et la liberté par une chimère dont l'influence a été la triste cause de la plupart des calamités sociales.

Non seulement l'auteur du système des Contradictions économiques est aussi nettement hostile à la suppression de l'héritage, mais il se refuse même, au nom de la propriété et de la famille, à accepter un impôt sur les successions. Il considère que l'Etat, en opérant un tel prélèvement, sort de ses attributions fiscales, s'immisce dans l'œuvre des particuliers, s'introduit dangereusement dans la famille, et défait de la sorte ce qui est au-dessus de lui, antérieur à lui, ce sans quoi il n'existerait pas. Opinion qui peut sembler bien démodée aujourd'hui, mais qu'il n'est peut-être pas inutile cependant de souligner!

Non content de montrer l'erreur malfaisante des projets d'abolition de l'héritage et des méthodes qui tendent, par une voie plus ou moins détournée, à cette abolition, Proudhon entreprend de dissiper les critiques d'ordinaire adressées à l'hérédité.

Il ne nie pas que l'égalité soit un idéal; il ne s'attache pas à l'idée même d'égalité, mais il con-

teste que l'inégalité provienne de l'hérédité. « L'inégalité, dit-il (1), résulte des conflits économiques. « L'hérédité prend les choses comme elle les trouve; « créez l'égalité et l'hérédité vous rendra l'égalité ».

On se rappelle l'objection de Louis Blanc à ceux qui admettaient la connexité de la famille et de l'hérédité. L'hérédité n'existe pas pour le pauvre. Dira-t-on que le pauvre n'a pas de famille? Et surtout comment justifiera-t-on qu'il en soit ainsi? La famille ne saurait être un privilège.

Proudhon répond par une distinction de bon sens entre le droit d'hériter et le fait de l'héritage. Le droit d'hériter appartient au pauvre comme au riche. Ce qui manque au premier, c'est l'héritage. Le droit de famille est universel, il implique nécessairement l'hérédité et, par suite, l'héritage.

» Et l'auteur ajoute spirituellement : « Pros-
« crire l'hérédité parce qu'elle n'est plus encore
« effective pour tout le monde, c'est raisonner
« dans un sens matérialiste et contre-révolution-
« naire, c'est comme si on condamnait la France
« à ne manger que des pommes de terre et boire de
« l'eau, par compassion pour la malheureuse Ir-
« lande » (2).

La conséquence logique de ce qui précède c'est qu'on doit arriver à ce que chacun soit pourvu

(1), (2) *Système des Contradictions économiques*, tome 2, p. 205.

d'héritage. Reste à savoir par quel moyen on y parviendra. Proudhon est persuadé que la solution de la question est dans la suppression de l'intérêt, qu'il qualifie d' « usure », et qui, d'après lui, est l'unique source de tous les maux, de toutes les injustices, dont souffre la Société. Veut-on un exemple? Proudhon remarque que, théoriquement, la propriété a son origine et sa justification dans le travail (1), mais qu'en fait il y a des individus qui sont propriétaires sans travailler. La faute n'en est pas à l'héritage, mais au fermage, qui permet aux propriétaires oisifs de prélever la rente, produit du travail du fermier; la faute en est aussi à l'intérêt, grâce auquel le prêteur est entretenu, sans avoir besoin de travailler, par l'emprunteur, et cela semble si odieux et si abusif à Proudhon, qu'il s'écrie : « on vole par constitution de rente, fermage, loyer, amodiation » et la propriété elle-même est, aux yeux de Proudhon, du vol, quand elle est acquise par de tels moyens. En un mot, tandis que pour les Saint-Simoniens, c'est l'héritier qui est l'ennemi de la Société, pour Proudhon, c'est le rentier.

Mais si on peut expliquer comment la propriété

- (1) La propriété s'est établie par l'occupation, c'est-à-dire par le travail : il faut le rappeler souvent, non pas pour la conservation de la propriété, mais pour l'instruction des travailleurs. Proudhon, *Système des Contradictions économiques*, tome second, page 187.

se conserve ou s'accroît sans travail par le seul fait de l'intérêt, on ne peut en revanche montrer comment elle se forme. Pour louer une terre, dont on percevra le fermage, pour prêter une somme dont on touchera les intérêts, il faut déjà avoir en sa possession un certain capital. Quelle est l'origine de ce capital? Le travail étant écarté à priori, il ne reste que l'héritage. L'héritage est incontestablement un mode d'acquérir la propriété sans travail, il est donc impossible de le concilier avec le principe que la propriété a sa source dans le travail. L'un doit forcément être sacrifié à l'autre. Aussi peut-on reprocher à Proudhon d'être en contradiction avec lui-même, car d'un côté, il veut supprimer le droit d'aubaine, parce que ce droit permet aux propriétaires de percevoir un revenu sans travail, et d'un autre côté, il veut conserver l'héritage, qui aboutit sous ce rapport à la même conséquence que le droit d'aubaine.

Il faut toutefois reconnaître que le système Proudhonien fait disparaître en partie les injustes conséquences de l'héritage. Sans doute on voit subsister ce fait immoral que l'héritier devient propriétaire d'un bien qu'il n'a pas acquis par son travail et que l'héritage lui permet de vivre dans l'oisiveté. Mais, l'intérêt étant supprimé, cet héritier ne peut placer son argent et vivre du produit de ses

rentes. L'oisif est destiné à manger son bien, puis à travailler. Ainsi s'évanouit le pouvoir qu'a l'individu d'exonérer ses descendants de l'obligation au travail pour un temps illimité.

TROISIEME PARTIE

Objections que soulève la suppression de l'héritage.

Il est naturel que les socialistes adversaires de l'héritage n'aient pas aperçu toutes les objections que soulève l'idée d'abolir cette institution. Mais il est permis de s'étonner que les socialistes partisans de l'héritage n'aient pas été à cet égard beaucoup plus clairvoyants que leurs contradicteurs.

Les défenseurs de l'hérédité voient la clé du problème social, non pas dans un remaniement de la répartition, mais dans une augmentation de la production. La vérité est, à notre sens, que le système de la production et le système de la répartition sont l'un et l'autre à considérer lorsqu'il s'agit d'établir une économie sociale satisfaisante. Aussi bien, le perfectionnement des conditions et des méthodes de production aura pour conséquence d'accroître les richesses, d'augmenter la quantité des biens aux mains de chaque

individu, mais ces biens pourraient-ils et devraient-ils être transmis héréditairement? Nous entrons ici dans le domaine de la répartition. Si avancée et si féconde qu'on suppose l'organisation de la production, elle n'efface pas le problème de l'héritage.

Les socialistes attachés à l'hérédité ont fait ressortir que le droit de propriété se trouve singulièrement diminué, si le propriétaire n'a pas la faculté de disposition pour le temps qui suivra sa mort. Mais, si l'on conçoit, avec les Saint-Simoniens, la propriété comme une fonction sociale, on peut être amené à préconiser l'affaiblissement du droit de propriété en vue d'une organisation plus rationnelle et plus juste de la Société. Rien d'humain n'est, en effet, absolu, et la collectivité réclame parfois de légitimes sacrifices des individus.

La controverse est encore possible sur les autres terrains où se sont placés les partisans de l'héritage. Sans doute la division du patrimoine, sa non-transmission à la descendance, peut être une cause de dégénérescence de la famille. Mais la solidarité entre la famille et l'hérédité n'est pas si intime que l'une ne puisse exister sans l'autre. Quoique affaiblie, transformée dans ses caractères, par l'abolition de l'héritage, la famille ne disparaîtrait pas. Les esprits, sollicités par la question de l'hérédité, prendront ici une attitude différente suivant qu'ils

verront la cellule sociale dans la famille ou dans l'individu.

Enfin si l'héritage est un stimulant de l'activité individuelle en ce sens qu'il pousse à travailler pour les enfants, il ne paraît guère en lui-même une invitation au travail adressée à ces enfants.

Dire, avec Fourier, V. Considérant, Proudhon, que l'abolition de l'héritage détruirait la propriété et la famille, étoufferait l'esprit d'initiative et d'action, ce n'est donc pas ruiner péremptoirement la théorie des abolitionnistes.

Il existe contre cette théorie d'autres objections qui, bien qu'inaperçues des socialistes que nous venons d'étudier, n'en ont pas moins une grande valeur et méritent d'être sérieusement examinées.

Ces objections révèlent deux ordres de soucis et gravitent autour des deux questions générales suivantes :

1° L'abolition de l'héritage serait-elle conforme aux idées et aux sentiments de justice dont aucune réforme sociale ne peut et ne doit faire abstraction?

2° Cette abolition est-elle pratiquement possible et les inconvénients qui pourraient en résulter ne dépasseraient-ils pas les avantages qu'il serait possible d'en retirer?

CHAPITRE PREMIER

L'abolition de l'héritage au point de vue de la justice.

Lorsqu'on se demande si la suppression de l'héritage permettrait d'établir le règne complet de la justice dans la Société, on rencontre immédiatement les idées et les sentiments égalitaires.

L'idée d'égalité, qui s'est précisée et développée au cours du XVII^e et du XVIII^e siècles, qui est devenue impérieuse à l'époque de la Révolution, et de plus en plus depuis cette époque, est, sous sa forme positive, une idée de justice. Elle consiste à dire : il serait juste que tous les hommes fussent égaux en force, en intelligence, en vertus, en aptitudes à la jouissance, en participation aux objets de jouissance, etc. Car pourquoi plus à l'un qu'à l'autre ? Et ce serait beau et bien, parce qu'il n'y aurait pas de dépits, de rancune, de haines. Le progrès de l'humanité serait donc de se rapprocher de l'égalité. Si l'on ne peut effacer les inégalités naturelles, il

faut au moins viser à supprimer une inégalité de naissance, le fait de naître riche, c'est-à-dire plus fort qu'un autre.

Devant cette conception, des points d'interrogation se dressent. Est-il vrai, d'abord, que l'abolition de l'hérédité réaliserait l'égalité?

Parmi les réformateurs fervents de l'idée d'égalité, ceux qui n'en veulent qu'aux inégalités factices et inventées, et qui ne vont pas jusqu'à la suppression des inégalités naturelles, prétendent abolir seulement l'héritage.

N'est-ce pas là le privilège par excellence, l'inégalité que la nature n'a pas faite et ne fait point, que seule la Société a inventée et maintient? La nature fait des enfants forts, intelligents, pourvus d'une énergie morale particulière, mais elle ne s'est jamais avisée de faire un enfant riche.

Mais ceux des socialistes qui ont tendance à supprimer les inégalités naturelles elle-même, dans la mesure du possible, ne s'arrêtent pas là et ne veulent pas plus qu'un homme devienne riche qu'ils ne veulent qu'il naisse riche, et ils interdisent qu'un homme acquiert tout autant qu'ils défendent qu'il hérite. Au fond, pensent-ils sans doute, cela n'est pas très différent. La famille où l'on hérite, c'est un homme privilégié qui se continue de père en fils et qui bénéficie indéfiniment de son

privilège. L'homme qui n'hérite pas, mais qui peut acquérir, c'est un homme privilégié à vie seulement. Mais qu'importe, puisque le privilégié à vie sera remplacé, à sa mort, non par son fils, mais par un autre privilégié à vie, par un autre homme supérieur qui pourra acquérir et qui acquerra? L'inégalité, la supériorité, l'aristocratie ne seront pas supprimées. Au lieu d'une aristocratie héréditaire, on aura une aristocratie se renouvelant sans cesse.

Qu'y gagnera-t-on? On y perdra plutôt. En effet le fils ou le petit-fils d'un homme riche est souvent un dissipateur, parfois un incapable, qui plie sous la fortune héritée et qui la perd. Rien de tel dans l'aristocratie renouvelée. X, successeur acquérant de Y, acquérant, sera, comme Y, un homme nouveau, énergique, qui acquerra toute sa vie sans rien perdre et il viendra après lui un Z, de même trempe, qui fera de même. On aura donc une succession, non héréditaire, mais ininterrompue, d'individus qui seront tous des supérieurs, des acquéreurs, et des détenteurs de biens et de forces et dont pas un ne sera un dissipateur et un restituteur de richesses à la masse sociale.

Est-ce donc un paradoxe que d'affirmer qu'il est beaucoup plus démocratique et égalitaire d'avoir une aristocratie possédante héréditaire qu'une aristocratie renouvelée? D'une part l'aristocratie

héréditaire empêche les hommes nouveaux et énergiques dont nous parlions tout à l'heure d'acquérir beaucoup; et, d'autre part, elle se ruine périodiquement. Combien plus forte est une aristocratie sans cesse renouvelée d'hommes d'action, se recrutant continuellement dans les meilleurs combattants pour la vie de toute la nation.

D'ailleurs la nouvelle aristocratie possédante qu'on crée en abolissant l'héritage retient le meilleur des avantages de l'aristocratie possédante héréditaire. Le fils de X, homme supérieur et acquérant, n'hériterait pas. Mais, en attendant que son père meure, il sera élevé et armé pour la vie beaucoup mieux que le fils de celui qui n'a rien. Il aura les meilleurs maîtres, il fera des voyages à l'étranger, il sera muni d'excellentes relations, etc...; il héritera donc d'un capital de forces qui le placeront en puissance au-dessus de la plupart de ses contemporains. En somme, à ce fils que lui aurez-vous enlevé? Uniquement un million ou quelques millions, mais non pas tout ce qui lui permet d'en acquérir beaucoup plus facilement que son voisin; et, en lui enlevant ces millions, vous lui aurez ôté le prétexte à la nonchalance, l'invitation au gaspillage, l'excitation à la prodigalité, que l'héritier trouve si souvent dans son berceau. Vous lui aurez, en le dépouillant, extirpé ses tares ou celles qu'il aurait pu avoir, lui

laissant tous les vrais avantages de l'hérédité. Vous ne lui aurez que rendu service.

Donc, à beaucoup d'égards, l'abolition de l'héritage est non seulement une mesure insuffisante, mais une mesure pseudo-égalitaire et qui va même directement contre son but.

Il n'y a qu'un moyen d'établir l'égalité réelle, c'est d'empêcher tout le monde de posséder et d'acquérir, de quelque façon que ce soit, par héritage ou autrement.

Dans l'application, la distinction entre les inégalités factices et les inégalités naturelles devient ainsi très difficile à respecter et même à connaître. L'idée égalitaire ne saurait guère être contenue dans les limites où elle serait légitime et salutaire. L'égalité n'est réelle que là où elle est absolue.

Sur le point positif de savoir si l'abolition de l'héritage réaliserait l'égalité, la conception égalitaire est donc mise en échec.

Mais la critique doit se livrer à des démarches plus profondes. Est-il vrai que la justice soit dans l'égalité ? N'est-elle pas plutôt dans une participation aux richesses, proportionnelle au mérite ?

L'abolition de l'héritage figure dans des systèmes qui repoussent absolument l'égalitarisme. La formule Saint-Simonienne « à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres » im-

plique suppression de la transmission héréditaire. Celle-ci disparue, les Saint-Simoniens pensent que le point de départ devient le même pour tous. C'est le plus capable qui a le plus de chances d'être avantagé. Ainsi, dans une course, si tous les chevaux partent ensemble, le meilleur doit gagner.

A la vérité, le principe Saint-Simonien, quoique supérieur à ceux qui dirigent l'organisation actuelle, ne nous semble pas d'une indiscutable équité.

Remarquons, en effet, que si les disciples de Saint-Simon ont condamné l'héritage, c'est parce qu'ils lui ont reproché d'être cause que la richesse fût répartie par le hasard de la naissance, mais ils n'ont pas pensé que ce hasard de la naissance, si décrié par eux, continuerait, l'héritage supprimé, à jouer de manière différente, il est vrai, mais à jouer quand même. Il y a, en effet, tout lieu de croire que dans un régime, où par suite de l'abolition de l'hérédité « chacun serait rétribué selon sa capacité et « récompensé selon ses œuvres », ce ne seraient pas seulement les individus les plus laborieux et faisant le plus preuve de bonne volonté, qui auraient chance de s'enrichir, mais aussi et surtout peut être les plus intelligents, et ceux jouissant de la meilleure santé. Mais ces avantages, qu'ils n'ont mérité en rien et qu'ils ont reçus du hasard de la naissance, vont leur permettre de prétendre à une part plus im-

portante dans la répartition. D'où cette injuste conséquence, que deux individus peuvent, dans le cours de leur vie, montrer autant de bonne volonté et déployer la même ardeur au travail, si l'un est d'intelligence ou de santé médiocre, tandis que l'autre a reçu en partage une complexion vigoureuse et une belle intelligence, ce dernier s'élèvera au plus haut faite de l'échelle sociale, dont l'autre occupera les plus bas degrés.

On peut, sans doute, répondre qu'il n'est pas dans le pouvoir actuel de l'homme de corriger certaines inégalités de la nature, telles que celles dont il vient d'être parlé, et qu'il faut bien alors prendre son parti de la disgrâce physique et intellectuelle des uns, de l'avantage des autres. Cette observation est juste. Mais s'en suit-il que ceux qui ont déjà été favorisés par la nature doivent être l'objet d'une nouvelle faveur dans la répartition ?

Si l'on ne considère que les œuvres dans la répartition, on peut aboutir à des résultats très choquants. Le seul résultat de l'abolition de l'héritage serait, dans le système Saint-Simonien, de substituer au régime actuel un autre régime moins inique sans doute, mais qui ne satisferait pas aux exigences rigoureuses de la justice.

A chacun selon ses efforts, telle nous paraît être la meilleure formule de répartition. Elle est

cependant bien imparfaite encore : son application serait très difficile et entraînerait de graves inconvénients. Qui, en effet, aurait les qualités nécessaires pour remplir la délicate mission d'apprécier la valeur des efforts individuels ? Comment éviterait-on les erreurs et les injustices qui finiraient par fausser complètement le principe ? D'ailleurs une organisation sociale fondée sur ce principe serait singulièrement défectueuse au point de vue de la production. En effet le chef d'une entreprise pourrait être moins rémunéré que le dernier des apprentis, si l'effort de ce dernier était estimé davantage. De même l'effort d'un inventeur, auteur d'une découverte ou d'un progrès technique considérable, pourrait être jugé moindre que celui d'un infirme accomplissant avec zèle la modeste tâche que lui permet son infériorité physique. Dans de telles conditions, qui se soucierait de la direction des entreprises et des progrès de la science ?

Néanmoins il est permis de considérer la formule : à chacun selon ses efforts, comme meilleure, en théorie et en morale, que la formule Saint-Simonienne. Si l'on fait appel au sentiment de justice, immanente ou supra-terrestre, qui se trouve au fond de chaque être, il semble bien que ce soient les efforts, la bonne volonté, et non pas les capacités et les œuvres elles-mêmes, qui doivent mesurer la

récompense. Or, si l'on accepte cette manière de voir, on est également conduit à l'abolition de l'héritage. Non seulement la succession qui échoit à un individu n'est pas la rémunération de son effort, mais elle peut le dissuader de faire aucun effort.

Si l'on interroge la justice absolue, l'abolition de l'héritage est, en définitive, à souhaiter. Sans doute, nous l'avons montré, cette mesure serait impuissante à réaliser l'égalité, mais la justice ne réside pas dans l'égalité. Elle est une proportion entre la rémunération et l'activité personnelle. Considérons la capacité et les œuvres, ont dit les Saint-Simoniens. Considérons les efforts, disent les autres. L'une et l'autre formule entraîne la suppression de l'hérédité.

CHAPITRE DEUXIEME

L'abolition de l'héritage au point de vue positif.

Serait-elle heureuse et même possible?

Le moment est venu de nous rappeler la relativité des choses humaines et sociales. Vouloir une réforme parce qu'elle est la conclusion logique d'un raisonnement basé sur la justice absolue, tenter la réalisation de cette réforme sans autre enquête, c'est se livrer à une dangeureuse métaphysique et s'exposer aux pires mécomptes.

Quelque juste qu'elle apparaisse en théorie, l'idée de l'abolition de l'héritage devrait être repoussée si son application menaçait de mettre en péril l'existence même de la Société; ou si cette application se heurtait simplement à des impossibilités pratiques.

Abstraction faite des considérations émises par Fourier, V. Considérant, Proudhon, le problème de l'héritage se présente aujourd'hui sous les aspects

suivants. L'abolition n'aurait-elle pas pour conséquences de diminuer la natalité, de faire disparaître l'esprit d'épargne et d'inciter au gaspillage, d'amener la disparition de la fortune individuelle, de conduire rapidement au socialisme d'Etat ? D'ailleurs cette abolition est-elle positivement réalisable et ne demeurerait-elle pas lettre morte, parce que les individus ne manqueraient pas de se soustraire à ses effets par la fraude ?

Il convient d'examiner chacune de ces questions avec une impartiale attention.

1° Et d'abord, si l'on supprime l'héritage, ne va-t-on pas exercer une influence déprimante sur la natalité ? On se souvient de l'observation de Louis Blanc : « Le père de famille qui ne chercherait pas à amasser un capital pour ses enfants dans une Société telle que la nôtre jouerait évidemment leur avenir à la loterie » (1). Ne peut-on pas craindre que, plutôt que de leur faire courir ce risque et de les exposer sans ressources aux luttes pour l'existence, le chef de famille préfère ne pas avoir d'enfants ? Il y va ainsi de l'avenir de la race.

On a prétendu, non peut-être sans raison, que l'une des causes de la diminution de la natalité réside dans les tendances démocratiques. Dans une Société où chaque individu a le sentiment très vif de

(1) Organisation du travail, page 154.

l'égalité, et de son accessibilité à toutes les fonctions sociales, l'ascension paraît possible à tous, sinon à eux-mêmes, du moins à leur descendance. Les parents ont le désir ardent de voir leurs enfants monter à l'échelle sociale. A ce phénomène d'ascension, à cet effort que font les individus pour s'élever, eux-mêmes ou dans leur progéniture, au-dessus de leur état présent, un sociologue donnait naguère le nom de *capillarité sociale*.

Pour que leurs enfants franchissent l'étape rêvée, beaucoup de parents s'imposent des sacrifices, consentent à de longues et importantes dépenses. Mais ils veulent aussi transmettre à ces enfants leur patrimoine, parce qu'ils pensent qu'il les poussera dans la vie, qu'il facilitera leur élévation, qu'il leur assurera une précieuse avance sur des concurrents moins favorisés par la fortune familiale. Si l'héritage est aboli, les parents ne seront-ils pas découragés ? Craignant de voir leurs enfants, les fils faute d'argent pour créer d'eux-mêmes des entreprises, les filles faute de dot, végéter à la même place dans la carrière sociale, ne pratiqueraient-ils pas la restriction volontaire ?

A la vérité une telle crainte n'est pas fondée, et l'objection que nous venons de présenter est contredite par les faits. C'est dans les classes riches que la natalité est la moins élevée et au contraire dans

les classes pauvres qu'elle est plus forte. Or, si on prend, par exemple, la classe ouvrière, on constate que les 9/10 de ces membres ne possèdent à peu près rien et ne laissent par conséquent aucun héritage à leurs enfants. Cela n'empêche pas pourtant les enfants d'être beaucoup plus nombreux dans les ménages d'ouvriers que dans les ménages bourgeois ? Il y a donc lieu de penser que la suppression de l'héritage n'exercerait aucune action sur la natalité, ni dans un sens ni dans l'autre.

2° Par contre, il est permis de se demander et avec de plus justes motifs, si la suppression de l'héritage n'aurait pas de très fâcheuses conséquences, en amenant la disparition de l'esprit d'épargne et en incitant à la dépense et même au gaspillage. L'individu n'aurait, en effet, guère de raisons d'épargner et de se priver, afin de réserver une partie de ses ressources en vue de l'œuvre de production, puisque le fruit de son épargne, dont il ne pourrait faire bénéficier, ni ses enfants, ni ses amis, et dont il risquerait lui-même de ne pas profiter, serait fatalement destiné à devenir la proie du fisc. Il est donc très probable qu'au lieu d'épargner, il dépenserait l'intégralité de ses revenus, et même qu'il entamerait son capital, à mesure qu'il avancerait en âge.

Mais alors n'en résulterait-il pas une sensible

augmentation de la consommation ? Cette augmentation de la consommation ne serait pas elle-même à redouter, si la production augmentait dans les mêmes proportions ? Rien n'autorise à penser qu'il en serait ainsi. On a même vu que Fourier (et il n'est pas le seul) conclut implicitement que la suppression de l'héritage aurait pour résultat d'entraîner une diminution de la production, en enlevant à l'homme un puissant stimulant à son travail. Seulement, dans ces conditions il serait fort à craindre que de la suppression de l'héritage ne résulte un appauvrissement général, qui frapperait tout le monde et atteindrait peut-être un tel degré, que le sort de ceux à qui cette mesure serait destinée à profiter, loin d'être amélioré, pourrait être empiré.

3° Il y a également de fortes raisons de penser que l'abolition de l'héritage conduirait rapidement au socialisme d'Etat. En effet, les biens des individus revenant après leur mort à l'Etat, celui-ci se trouverait, au bout d'un temps relativement assez court, propriétaire de toutes les terres, immeubles, entreprises, valeurs mobilières, qui étaient avant la propriété des particuliers. Il finirait même par « contrôler » les sociétés anonymes les plus puissantes, dont il posséderait la totalité ou la presque totalité des actions.

C'est à cette mainmise de l'Etat sur tous les

instruments de production, que voulaient du reste arriver les Saint-Simoniens, et leur pensée à cet égard ne fait pas le moindre doute. C'est ainsi qu'ils disent dans l'exposition de la doctrine de Saint-Simon : « Ce système (1) comprendrait d'abord une « banque centrale, représentant le gouvernement « dans l'ordre matériel : cette banque serait dépositaire de toutes les richesses, du fonds entier de « production, de tous les instruments de travail, en « un mot, de ce qui compose aujourd'hui la masse « entière des propriétés individuelles » (2).

Les Saint-Simoniens précisent un peu plus loin qu'« à la tête du corps social sont des hommes généraux, dont la fonction est de marquer à chacun « la place qu'il lui importe le plus d'occuper et « pour lui-même et pour les autres » (3).

Et ils ajoutent : « Chacun étant rétribué suivant sa fonction, ce qu'on nomme aujourd'hui le « revenu n'est plus qu'un appointement ou une re- « traite. »

Or si l'on peut, avec les Saint-Simoniens, adresser de nombreuses critiques à l'héritage, il ne s'ensuit pas qu'on doive se rallier au socialisme d'Etat.

(1) Il s'agit de l'Institution sociale de l'avenir, que les Saint-Simoniens désignent sous le nom de « Système général des banques ».

(2) Exposition de la doctrine de Saint-Simon, page 273.

(3) Ibidem, page 276.

L'expérience n'a-t-elle pas démontré que l'Etat est un mauvais entrepreneur ? Qu'on songe à l'exploitation des monopoles ! Sans doute il n'est pas défendu de penser que l'Etat, aujourd'hui organisé seulement en vue de ses fonctions politiques, sera plus tard constitué en vue de fonctions économiques, et qu'il pourra exercer alors dans le domaine économique une action plus rationnelle et plus efficace que celle qu'il a exercée jusqu'à présent. Mais il s'agit là d'une anticipation plus ou moins juste et dont les faits prouveront l'exactitude ou l'erreur. Nous demeurons dans la sphère expérimentale en rappelant l'infériorité de l'Etat au point de vue industriel et commercial. Au surplus il nous sera permis de nous défier d'un régime dans lequel, en face de l'Etat unique propriétaire et unique patron, il n'y aurait, en somme, qu'une multitude innombrable de fonctionnaires, attendant de lui leur subsistance et leur avancement.

L'antipathie pour le socialisme d'Etat ne résulte donc pas de simples préjugés. Mais comment concevoir une organisation sociale où l'héritage serait aboli et où la production ne se trouverait pas entre les mains de l'Etat ? Il semble donc qu'on soit enfermé dans ce dilemme : ou bien conserver l'héritage, ou bien si l'on décide son abolition, se résigner au socialisme d'Etat et à toutes ses conséquences.

4° On peut craindre que l'abolition de l'héritage n'amène la disparition de la fortune individuelle. Il est rare, en effet, que la fortune se constitue chez les individus au cours d'une seule génération. Sans doute, on peut citer l'exemple de Ford et de quelques autres milliardaires, qui, partis de rien, ont su réaliser dans le cours de leur vie une fortune énorme; mais ce sont là des cas tout à fait particuliers dont la liste n'est pas bien longue, et qui ne peuvent rien contre ce fait, qu'il faut le plus souvent pour faire une fortune, le travail et l'épargne de plusieurs générations. Voici en effet comment, la plupart du temps, les choses se passent : Un homme par son labeur et son esprit d'économie se crée un petit capital, qu'il transmet après sa mort à ses enfants. Ceux-ci le font fructifier, l'augmentent, le laissent à leur tour à leurs propres enfants, et ainsi de suite de telle sorte que le petit capital primitif finit, après plusieurs générations, par devenir parfois une puissante fortune. Mais si l'on supprimait l'héritage, il ne pourrait plus en être ainsi. La fortune individuelle, qui, à chaque génération, serait confisquée par l'Etat, ne pourrait pas plus propérer qu'une forêt que l'on raserait tous les dix ans. L'abolition de l'héritage aboutirait donc à l'appauvrissement des individus.

5° La suppression de l'héritage soulève une

autre objection, peut-être plus décisive encore que les précédentes. Il ne suffit pas de décider l'abolition de l'héritage. Encore faut-il disposer de moyens suffisants pour que cette abolition soit effective, car il est très probable que la mesure si grave dont il s'agit froisserait trop violemment les sentiments et les intérêts de beaucoup de gens, pour que ceux-ci ne cherchent pas, par toutes les manières possibles, à se soustraire à ses effets. Et s'ils en avaient le moyen, si l'Etat se trouvait désarmé contre ceux qui ne respecteraient pas ses volontés, on conçoit aisément qu'il serait inutile et injuste de supprimer l'héritage. Inutile, puisque la mesure n'atteindrait que ceux qui voudraient bien s'y soumettre, ce qui lui enlèverait le caractère de généralité, qui lui est essentiel; injuste, puisque ce ne seraient que les honnêtes gens, respectueux de la légalité, qui seraient frappés, tandis que les individus moins scrupuleux ne seraient nullement gênés et continueraient à bénéficier de l'ancien état de choses, ce qui serait, comme on voit, une déplorable solution du problème social.

Pour apprécier la valeur de cette objection, il convient de rechercher dans quelle mesure l'emploi de la fraude permettrait aux individus de ne pas être atteints par une loi qui supprimerait l'héritage.

Une première remarque s'impose tout de suite

à l'esprit, c'est que la fraude ne paraît guère possible en matière immobilière (1). Il n'y aurait qu'un seul moyen de tourner la loi, ce serait de recourir à la donation sous réserve d'usufruit. Le propriétaire d'un immeuble ou d'une terre, au lieu de léguer par testament cette terre ou cet immeuble, les donnerait de son vivant à celui à qui il voudrait qu'ils revinssent après sa mort, mais en garderait la jouissance, sa vie durant (2). On conçoit aisément, qu'il sera facile à l'Etat d'empêcher cette fraude trop facile, en interdisant les donations sous réserve d'usufruit.

Les possibilités de fraude paraissent beaucoup plus grandes en matière mobilière. Ceux qui voudraient se soustraire aux effets d'une loi, qui abolirait l'héritage, auraient divers moyens à leur disposition.

- (1) C'est peut-être ce qui explique que les socialistes français du XIX^e siècle n'ont pas vu cette objection. En effet, à l'époque où ils vivaient, la fortune foncière, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, avait beaucoup plus d'importance que la fortune mobilière, nous en avons une preuve dans la différence que fait le Code entre les meubles et les immeubles.
- (2) Ce procédé, qui, du reste, est parfaitement licite, est employé aujourd'hui par les personnes qui veulent éviter à leurs enfants le paiement des droits de succession, lesquels sont plus élevés que les droits de donation qu'elles ont elles-mêmes à payer.

a) Un premier moyen consisterait à déposer ses valeurs mobilières dans un coffre loué dans une banque, au nom de la personne à qui on veut laisser sa fortune. On sait que lorsqu'une personne a loué un coffre dans un établissement de crédit, le contenu de ce coffre est présumé lui appartenir. Par exemple : X désire que sa fortune, placée en valeurs mobilières, passe après sa mort à son fils et non à l'Etat. Pour cela, il n'a qu'à louer dans une banque un coffre au nom de son fils et y déposer ses valeurs. Bien entendu, il se fait donner une procuration lui permettant d'ouvrir ce coffre, quand bon lui semble, afin de pouvoir accomplir les opérations que nécessite la gestion d'un portefeuille. Quand il meurt, son fils n'a donc simplement qu'à prendre possession du contenu du coffre, et l'Etat est frustré. Toutefois ce procédé présenterait pour celui qui l'emploierait de graves conséquences :

1° Il mettrait le fraudeur à la merci d'une indécatesse de la personne qu'il voudrait avantager et qui pourrait abuser de la situation, puisqu'elle serait présumée être propriétaire du contenu du coffre.

2° Au cas où cette personne viendrait à décéder avant le fraudeur, celui-ci serait ruiné car l'Etat s'emparerait de ses biens mobiliers, lesquels seraient censés appartenir au défunt.

3° Ce procédé et ceux du même genre deviendraient inefficaces, si l'Etat, comme il arriverait probablement, supprimait les titres au porteur, quitte à modifier dans une certaine mesure le régime des titres nominatifs, afin d'en faciliter la négociation.

Seulement les fraudeurs auraient un moyen bien simple d'échapper à ces deux dernières précautions; ce serait d'envoyer leurs fonds dans un pays étranger, où l'héritage n'aurait pas été aboli, ce qui aurait également pour eux l'avantage de présenter une plus grande sécurité, toute inquisition dans les banques devenant de ce fait impossible. En effet, un pays qui ne supprimerait pas l'héritage, n'aurait guère de raisons d'abolir les titres au porteur; d'autre part, dans certains pays, la Suisse, par exemple, il existe ce qu'on appelle le compte joint (1). C'est un compte que deux personnes ont dans une banque, et qui est réversible sur le survivant. Par exemple, deux individus ont des valeurs en dépôt dans une banque, à la mort de l'un d'eux, le survivant devient propriétaire du tout. « Le compte joint », comme on voit, serait extrêmement avantageux pour les fraudeurs? Il est, du reste, déjà

(1) La législation française s'est prémunie contre ces manœuvres, en décidant qu'au cas de décès d'un des copropriétaires, les droits de succession seraient perçus sur sa part virile.

adopté par de nombreuses personnes qui voient en lui un moyen commode d'éviter à leurs enfants le paiement de droits de succession très onéreux. Il ne présente que l'inconvénient, déjà signalé, d'exposer le fraudeur à une indélicatesse de son complice. En effet, ces titulaires du compte joint sont considérés comme co-propriétaires des fonds déposés.

Chacun d'eux a le droit d'en disposer et peut, par conséquent, retirer des titres, les vendre, etc... De même quand il s'agit d'un compte-joint de coffre-fort, c'est-à-dire quand un coffre est loué au nom de *deux* personnes, chaque co-locataire a le droit d'ouvrir le coffre et par conséquent d'emporter son contenu. Nous ne croyons pas toutefois que ce risque serait pour arrêter le père de famille, qui désirerait que ses biens aillent après sa mort à ses enfants, et non à l'Etat.

Il y a donc lieu de penser que, si demain, par exemple, une loi venait en France à supprimer l'héritage, une grande partie des capitaux français s'expatrieraient et iraient se réfugier dans des banques étrangères, où ils seraient en complète sécurité. Comment, en effet, l'Etat pourrait-il découvrir les propriétaires de ces capitaux ? En demandant leur nom aux banques étrangères, où ils auraient déposé leurs fonds ? On pense bien que celles-ci s'y refu-

seraient, ne voulant pas perdre une importante partie de leur clientèle. L'Etat n'aurait qu'un moyen de découvrir les fraudeurs, ce serait d'exiger de chaque individu des renseignements détaillés et appuyés de preuves sur la façon dont il aurait acquis sa fortune. Mais un tel moyen serait impraticable; il serait, en effet, impossible de soumettre à une pareille investigation des millions d'individus qui auraient, du reste, peu de chances d'être pris en faute, surtout s'ils avaient soin de ne pas étaler avec trop d'ostentation leur fortune.

L'héritage serait donc aboli en droit, non en fait, et il est à peine exagéré de dire que l'hérédité ne serait abolie qu'à l'égard de ceux qui le voudraient bien.

D'autre part, la formidable évacion de capitaux, qui serait le résultat de la suppression de l'héritage, aurait des conséquences économiques désastreuses pour le pays. Le change baisserait, provoquant ainsi une hausse des prix et mettant en péril les finances publiques; les établissements de crédit seraient ruinés par la perte d'une importante partie de leur clientèle; d'un autre côté, les terres, les immeubles et les valeurs français seraient vendus par leurs possesseurs qui, avec le produit de la vente, achèteraient des valeurs étrangères, qu'ils déposeraient à l'étranger. Par contre, il est probable que les

étrangers profiteraient de la baisse de nos valeurs nationales pour les acquérir à bon compte, et mettre ainsi la main sur notre sol et nos entreprises.

En somme, l'abolition de l'héritage apparaît comme chimérique. Pour qu'elle fût réalisable, il faudrait d'abord que tous les pays du monde se missent d'accord pour opérer en même temps cette réforme. De cette façon l'on ne pourrait pas frauder l'Etat en envoyant ses capitaux à l'étranger, puisqu'ils n'y seraient pas soumis à un régime meilleur. Il est permis de douter qu'un tel accord ait des chances de s'établir même dans un avenir éloigné.

Viendrait-il, contre toute vraisemblance, à se conclure? Les sérieux inconvénients de la suppression de l'héritage, qui ont été notés, n'en subsisteraient pas moins. Leur action se ferait, après un certain temps, sentir à un tel degré qu'on serait probablement obligé de rétablir l'institution rayée avec une telle imprudence de la civilisation.

CONCLUSION

Abolir l'héritage serait s'aventurer sur une voie semée de périls. L'efficacité pratique d'une mesure d'abolition reste d'ailleurs fort problématique.

Sans doute l'héritage contrarie certaines idées de justice absolue que rien ne saurait détruire en nous. Alors que chacun devrait, idéalement, être traité suivant son mérite, la transmission héréditaire procède à une répartition de hasard. C'est ce que certains socialistes de la première moitié du XIX^e siècle, les Saint-Simoniens particulièrement, avaient mis en relief.

Mais il n'y a rien d'absolu en ce monde. La maladie, la souffrance, la mort, la guerre aussi peut-être, seront des réalités aussi longtemps qu'il y aura des hommes. De même il n'y aura jamais d'institution qui puisse instaurer le règne total de la justice, puisque toute institution est l'œuvre des hommes.

Il en est ainsi de l'héritage.

Quelque iniquité qu'il entraîne, celui-ci offre aussi des avantages qu'une fraction du socialisme français a contribué à éclairer. La sagesse n'est-elle donc pas de s'accomoder d'un régime grâce auquel la Société est parvenue au stade de civilisation et de prospérité où nous la voyons aujourd'hui? Prendre prétexte des imperfections de ce régime pour en faire table rase, ce serait administrer au corps social un remède pire que le mal, lancer un pays dans les plus graves aventures sans qu'on ait, du reste, de chances sérieuses de guérir le mal lui-même.

Vu : le Doyen,

H. BERTHELEMY.

111

Vu : le Président,

Germain MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

BLANC Louis. — *Organisation du travail. — Association universelle. — Ouvriers, chefs d'ateliers, hommes de lettres.* — Administration de Librairie, 26, rue Notre-Dame-des-Victoires (1841).

CABET. — *Voyage en Icarie*, deuxième édition. J. Mallet et Cie, éditeurs, 9 et 11, rue de l'Abbaye (1842).

Colonie icarienne aux Etats-Unis d'Amérique. — Sa constitution, ses lois, sa situation matérielle et morale après le premier semestre (1855), Paris 1856.

CONSIDÉRANT Victor. — *Théorie du Droit de propriété et du Droit au travail*, 3^e édition, Paris, Librairie Phalanstérienne, 25, Quai Voltaire (1848).

Le socialisme devant le Vieux Monde, ou le Vivant devant les Morts, suivi de *Jésus-Christ devant les Conseils de Guerre*, par Victor MEUNIER. Paris, Librairie Phalanstérienne, 25 Quai Voltaire (1848). 1^{re} édition.

Principes du socialisme, Manifeste de la Démocratie au XIX^e siècle, suivi du *Procès de la Démocratie Pacifique*. Paris, Librairie Phalanstérienne, 25, Quai Voltaire.

Les deux Communismes, observations sur la lettre de M. REY. Paris, Librairie Phalanstérienne, 25, Quai Voltaire (1847).

FORD Henry. — *Ma vie et mon œuvre*. Payot, Paris 1925.

FOURIER. — *Le Nouveau Monde Industriel et Sociétaire ou Invention du Procédé d'industrie attrayante et naturelle distribuée en séries passionnées*. Paris, Bossange père, rue de Richelieu, 60 et P. Mongié aîné, Boulevard des Italiens, 10 (1825).

Pièges et charlatanisme des deux sectes Saint-Simon et Owen, qui promettent l'association et le progrès. Moyen d'organiser en deux mois le progrès réel, la vraie association ou combinaison des travaux agricoles et domestiques donnant quadruple produit et élevant à vingt-cinq milliards le revenu de la France, borné aujourd'hui à 6 milliards un tiers. Paris, Bossange père (1831).

GIDE et RIST. — *Histoire des Doctrines économiques depuis les Physiocrates jusqu'à nos jours*, 4^e édition revue et corrigée. Librairie de la Société du Recueil Sirey (1922).

LECHEVALLIER. — *Exposition du Système social*. Paris 1832.

PROUDHON. — *Système des Contradictions économiques ou Philosophie de la Misère*, nouvelle édition, tome second, œuvres complètes de P.-J. PROUDHON. Paris, Ernest Flammarion, éditeur, 26, rue Racine.

Abrégé des œuvres de PROUDHON. Paris, Ernest Flammarion, éditeur, 26, rue Racine.

Les Saints-Simoniens. — Doctrine de Saint-Simon, exposition, première année 1829. Nouvelle édition publiée avec introduction et notes par C. Bougle et Elie Halévy (Collection des Economistes et des Réformateurs sociaux de la France), Paris, Librairie des Sciences politiques et sociales, Marcel Rivière, 31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoît, 1924.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Les socialistes partisans de la suppression de l'héritage.

CHAPITRE I

Les Saint-Simoniens	15
---------------------------	----

SECTION I. — L'héritage et la justice	19
---	----

SECTION II. — L'héritage et l'utilité sociale. La propriété, fonction sociale. Les conséquences économiques funestes de l'héritage..	26
--	----

CHAPITRE II

Cabet	42
-------------	----

CHAPITRE III

Louis Blanc	48
-------------------	----

DEUXIEME PARTIE

Les socialistes partisans de l'héritage.

CHAPITRE I

Fourier	57
---------------	----

CHAPITRE II

Victor Considérant	76
--------------------------	----

CHAPITRE III

Proudhon	86
----------------	----

TROISIEME PARTIE

Objections que soulève la suppression de l'héritage.

CHAPITRE I

L'abolition de l'héritage au point de vue de la justice	104
---	-----

CHAPITRE II

L'abolition de l'héritage au point de vue positif. Serait-elle heureuse et même possible?	113
Conclusion	129
Bibliographie	133
Table des Matières	135

